

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Le pouvoir d'achat, par M. Maurice Ansiaux. — L'exposé général du budget pour l'exercice 1936. — Chronique : Le marché des céréales en octobre 1935. L'évolution du commerce extérieur britannique de 1913 à 1933. — Statistiques.

## LE POUVOIR D'ACHAT

par M. Maurice Ansiaux,

Professeur à l'Université de Bruxelles.

Le pouvoir d'achat joue un rôle très important dans les théories des cycles économiques. Mais cette notion n'est pas aussi simple et aussi claire qu'on l'imagine communément. Ce qui le prouve, c'est la multiplicité des interprétations qu'en donnent les auteurs. Il est vrai que la science économique souffre de plus d'une divergence relative à la signification des termes qu'elle emploie. Ainsi le désaccord règne sur la définition du capital et celle du profit. Et ce ne sont là que des exemples. Ce n'est pourtant pas une raison de ne point chercher à élucider ce qu'est en réalité le pouvoir d'achat. Disons-nous bien, en effet, que le problème des définitions n'est pas simple jeu d'esprit. Seules sont exactes et utiles les définitions qui correspondent à des réalités bien déterminées et, si l'on osait ainsi s'exprimer, à trois dimensions.

Les économistes — est-il besoin de le rappeler ici? — ont pour souci majeur de ne pas s'arrêter à la surface des choses, mais d'en pénétrer l'intimité profonde. C'est en cela que la science s'écarte du sens commun qui, en dépit des apparences, se méprend plus d'une fois en ses jugements. Mais la méthode abstraite est d'un usage difficile et offre plus d'un péril.

Si, suivant à la lettre l'exemple des Classiques, on estime indispensable de raisonner comme si la monnaie n'existait pas, on établira, par voie de conséquence logique, une équivalence entre le pouvoir d'achat et la production. J.-B. Say affirmait que les produits s'échangent contre les produits. Ceux-ci seraient donc le véritable moyen de paiement.

Dans un état de choses normal, parfaitement équilibré, où la production courante, bien proportionnée à la demande des acheteurs, s'écoule régulièrement, sans peine ni retard insolite, il est loisible d'admettre que la capacité d'acheter s'identifie réellement avec cette production. Il y a bien un détour : la vente qui précède l'achat et que l'introduction de la monnaie a détachée de celui-ci. Mais remarquons-le : *loin de faire perdre du temps, ce détour en fait gagner.* Car la pratique prémonétaire du troc se heurtait à une difficulté lente à surmonter et consistant à chercher une contre-partie qui voulût précisément vous acheter et vous vendre ce que vous vouliez lui vendre et lui acheter.

Dès que l'on s'écarte de l'hypothèse d'une parfaite normalité, la production cesse de s'identifier avec le pouvoir d'achat. Dans le cas de troc, déjà, on vient de le voir, il ne suffit pas d'avoir produit un objet pour trouver un coéchangiste désireux de l'acquérir et de donner en échange un autre objet de valeur égale. Or, dans le régime actuel, surgissent des embarras dérivant de l'absence ou du moins de l'insuffisance d'acheteurs disposés à payer cette contre-valeur. Cela étant, les producteurs se voient privés du pouvoir d'achat qu'ils espéraient obtenir grâce à la vente de leurs produits. Les demandes qu'ils se proposaient de faire n'auront donc pas lieu. Cette diminution de la capacité d'achat se répercutera inévitablement dans les compartiments les plus divers du marché général. S'agit-il d'une restriction de

faible importance, le contre-coup en est insignifiant. Les répercussions s'atténuent par leur dispersion même en un champ très étendu. Est-elle importante; au contraire, la propagation du resserrement crée une dépression générale qui empire encore à la suite des effets cumulatifs qu'elle comporte : souvent, en effet, une répercussion, au cours de sa marche, vient renforcer sa propre cause. Un resserrement du marché de la métallurgie peut ainsi, en gagnant de proche en proche, amener un surcroît de faiblesse de la demande des produits métallurgiques. En outre, le mal s'est étendu à beaucoup d'autres marchés et a provoqué un encombrement quasi universel, la constitution de stocks parfois énormes et qui sont devenus invendables.

Certes, les stocks pourraient s'alléger si les producteurs se décidaient à vendre à n'importe quel prix. Mais, en ce cas, ils ne reconstitueraient pas leurs capitaux entamés par les frais de production. Ils ne rentreraient pas dans l'intégralité de leurs avances. Si bien que leur pouvoir d'achat s'en trouverait violemment amenuisé et parfois presque réduit à néant.

Nous arrivons donc à cette conclusion que le pouvoir d'achat des producteurs dépend du désir d'achat des consommateurs... et réciproquement. Formule assurément décevante et qui dénote l'inconvénient des raisonnements confinés dans une abstraction trop radicale. On ne peut expliquer la vie réelle en la simplifiant à l'excès. Abstraire sans altérer est, pour le chercheur, un art singulièrement difficile.

\* \* \*

L'observation directe des faits est un guide beaucoup plus sûr. Mais elle ne nous dispense assurément pas de raisonner : une accumulation de matériaux n'est pas une construction. Il ne suffit pas d'observer ce qui existe, il faut dégager les corrélations : de là dépend l'explication que l'on cherche.

Sous réserve de ces considérations méthodologiques, voyons ce qui se passe dans certains cas tout à fait typiques. Soit une crise céréalière déterminée par une évidente surproduction. On n'ignore pas que la demande des céréales n'est pas susceptible de s'étendre très sensiblement lorsque les prix baissent. L'élasticité de cette demande est faible, beaucoup plus faible, par exemple, que celle du tabac ou du vin. La crise dont il s'agit va donc avoir pour effet un fléchissement considérable des revenus des agriculteurs ou, ce qui revient au même, de leur pouvoir d'achat. C'est ainsi que, dès le premier semestre de l'année 1930, les pays producteurs de produits alimentaires bruts : Sud-Amérique, Europe orientale, etc. ont subi une forte dépression restreignant leur capacité d'importation. En fait, cette dépression fut aggravée par l'arrêt des crédits étrangers qui, antérieurement, favorisaient les achats extérieurs des pays considérés. La conséquence de cet état de choses a été la dislocation des changes sud-américain et australien et une con-

traction très marquée des marchés des produits industriels européens et nord-américains.

Pareille constatation est intéressante parce qu'elle nous permet d'écarter une objection formulée par les adeptes de la méthode abstraite. Que disent-ils en effet ? Que la baisse des prix des céréales est favorable aux consommateurs qui, payant le pain moins cher, disposent de sommes plus considérables pour acheter d'autres articles. La baisse du prix d'un produit important libère du pouvoir d'achat qui va grossir d'autres demandes, si bien qu'une crise générale ne serait même pas concevable. Ce raisonnement est malheureusement erroné, en dépit de son apparence logique, puisque la crise ou, pour mieux dire, la dépression a été universelle ou très peu s'en faut. Les faits sont là. Mais il y aura lieu, dans un instant, de rechercher où gît l'erreur. Disons tout de suite qu'il ne faut pas l'imputer au fait que la baisse du pain est inférieure à celle de la farine et la baisse de la farine inférieure à celle des grains. De telles différences procèdent uniquement de la circonstance que les éléments du coût de fabrication autres que le prix de la matière première n'ont pas baissé concurremment avec ce dernier. Il y a aussi à tenir compte de ce que les intermédiaires tirent profit de cette baisse et n'en font pas intégralement bénéficier les consommateurs. Mais alors, c'est le pouvoir d'achat des intermédiaires qui a augmenté, ce qui — du point de vue global — fait compensation. Il faudra chercher l'explication ailleurs.

Voici maintenant le cas inverse : en 1934 et 1935, les récoltes ayant été mauvaises à la suite d'une sécheresse très générale, le prix du blé se relève sensiblement. Il est constaté aux Etats-Unis que l'ensemble des agriculteurs réalise de ce chef un considérable accroissement de recettes. Certains d'entre eux sans doute, trop violemment frappés par le fléau, ne tirent de la poussée de hausse qu'une insuffisante compensation, mais la moyenne bénéficie de l'offre réduite et, pour le moment, c'est le résultat global qui seul nous intéresse.

Nos abstraiteurs devraient conclure de la hausse du prix du blé que le pouvoir d'achat des consommateurs va subir de ce chef une emprise plus considérable que précédemment, d'où une diminution de la demande d'autres produits. Eh bien, non. Nous lisons dans le bulletin de la *National City Bank of New-York* du mois d'octobre de cette année : « Il est difficilement contestable que l'élan donné à l'amélioration générale des affaires a eu son origine dans les fermes par suite de l'amélioration du rapport entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels. » (P. 146.) Ce redressement est dû à la réduction ou l'élimination des stocks qui pesaient sur les cours et la cause principale de la suppression de la suroffre était évidemment la sécheresse. Telle est la réalité des choses. Sans doute, si, par la suite, le pain devait renchérir fortement, le pouvoir d'achat des ouvriers tendrait à fléchir. Tendrait : car des

hausse de salaires pourraient encore neutraliser cette influence et ces hausses considérées comme facteur d'aggravation des coûts de production industriels seraient peut-être contrebalancées à leur tour grâce aux achats plus abondants des paysans. On sait, en effet, que les frais fixes de la production se répartissant sur un chiffre plus élevé de ventes pèsent moins lourdement sur le coût de chaque unité produite. Tout cela n'est possible naturellement que dans certaines limites. Mais c'en est assez déjà pour nous mettre en défiance contre l'usage exclusif du pur raisonnement en des matières si complexes.

\* \* \*

Nous ne devons pas, pour autant, renoncer à tout effort d'explication. Il faut donc s'efforcer d'apercevoir en quoi pèchent les déductions théoriques dont vient d'être soulignée la discordance avec les données de la réalité.

Il semble bien que l'erreur qui a été commise réside dans une conception trop mécanique, trop rigide du pouvoir d'achat. Certes, le pouvoir d'achat global est une notion essentiellement quantitative. Seulement la quantité qu'il représente n'a rien d'immuable. Elle est sans cesse mouvante au contraire. Elle grossit ou se contracte de façon constante. De plus, pour en bien saisir le jeu, il faut la décomposer et voir comment elle se répartit entre les différents marchés.

Et tout d'abord, d'où procèdent ces continuelles variations du pouvoir d'achat global? De deux sources bien distinctes. Inscrivons, en première ligne, les changements incessants qui interviennent dans la somme totale des crédits ouverts par les banques aux emprunteurs. Certains faits sont bien connus. Au cours de toutes les dépressions antérieures à celle que nous subissons, la somme des crédits allait diminuant de plus en plus. De cette diminution, la cause était très claire. Les remboursements excédaient régulièrement les emprunts nouveaux. Deux indices d'une entière netteté révélaient cet état de choses à qui l'eût ignoré : la diminution du portefeuille d'effets escomptés par les banques et la baisse du taux de l'escompte. Faut-il conclure de là que les besoins de crédit étaient en régression? Non, certes. Mais les banques ne prêtent qu'aux clients solvables. Et dans les phases de marasme économique, elles se montrent beaucoup plus sévères en ce qui concerne la solvabilité que durant les phases de prospérité. Au surplus, il est évident que la solvabilité de la clientèle d'emprunteurs faiblit considérablement lorsque les affaires marchent mal. Ayons soin, du reste, de ne jamais confondre besoin et demande. La demande se différencie d'une façon très tranchée du besoin par le fait qu'elle s'appuie sur du pouvoir d'achat quand elle a pour objet des marchandises et qu'elle repose sur des actifs plus ou moins réalisables, mais, en général, de sérieuse importance quand elle sollicite et obtient des avances de fonds. Les besoins, eux, sont pratiquement illimités, seulement ils sont dépourvus, comme tels, de contre-valeur ou de garantie.

Au cours de la dépression présente, la baisse des taux de l'escompte s'est manifestée de façon assez régulière, mais le dégonflement des portefeuilles d'effets escomptés des banques a été empêché, surtout en certains pays comme les États-Unis et partiellement l'Angleterre, par l'impossibilité où se sont trouvés beaucoup d'emprunteurs d'effectuer les remboursements qui leur incombaient aux échéances convenues. De là, des difficultés et des paniques qui ont provoqué des relèvements brusques du taux de l'escompte, notamment en Allemagne où, le 1<sup>er</sup> août 1931, il s'est élevé jusqu'à 15 p. c. pour retomber le 2 septembre suivant à 8 p. c., taux encore anormal, surtout en dépression.

La restriction des crédits nouveaux jointe aux dépréciations monétaires, suites des congélations de crédits anciens, ont aggravé, dans la mesure énorme que l'on sait, la crise de confiance, c'est-à-dire de resserrement de la monnaie fiduciaire, partant du pouvoir d'achat. On s'est efforcé de remédier à ce resserrement par des mesures diverses dont nous n'avons point à parler ici.

Ce qui précède montre à quel point le pouvoir d'achat varie au cours de la dépression. Le fait typique, c'est qu'il subit, durant cette phase cyclique, une contraction progressive jusqu'au moment où se rétablit l'équilibre économique. Durant la période d'essor, c'est exactement le contraire qui s'observe. Sur ces grandes variations cycliques du quantum du crédit se greffent de façon constante, ou peu s'en faut, une foule de variations mineures dues à des causes fortuites de tout genre.

Il convient de tirer des constatations qui viennent d'être faites une conclusion précise concernant la question qui nous occupe.

Voici une industrie dont fléchit la prospérité. Obligée de réduire sa production, elle aura besoin de moins de crédit. Ou, si sa situation est obérée et que le secours bancaire pourrait lui être opportun, elle ne l'obtiendra pourtant qu'en quantité plus limitée, étant donné l'affaiblissement de sa solvabilité.

Dans un cas comme dans l'autre, les banques voient se renforcer leur capacité d'accorder du crédit. Vont-elles s'efforcer d'utiliser l'excédent? Certes. Mais en auront-elles l'occasion? Et surtout l'oseront-elles? En général, elles préfèrent s'abstenir. Sécurité d'abord. L'excès de prudence est caractéristique de la dépression. Cette abstention va retirer du marché une partie du pouvoir d'achat préexistant. Et c'est ainsi que la dépression d'une industrie importante peut, en provoquant la réduction du pouvoir d'achat global, se communiquer à l'ensemble de la production et devenir ainsi un facteur de dépression générale. C'est encore une constatation à laquelle la déduction purement théorique ne conduit pas les économistes qui recourent à cette méthode de façon trop absolue.

\* \* \*

On vient de voir que le quantum du pouvoir d'achat varie de jour en jour avec les oscillations du crédit

ou plus précisément avec les modifications incessantes qui ont lieu dans l'utilisation du « pouvoir de prêter » des banques. Mais ce facteur de variation n'est pas le seul. En voici un second dont le rôle n'est pas moindre : ce sont les continuelles fluctuations que subit la vitesse de circulation de la monnaie.

Vitesse de circulation : ce terme est trop mathématique. Il semble impliquer l'existence d'un rythme régulier de la transmission de la monnaie, de l'incarnation immédiate du pouvoir d'achat dans des marchandises offertes. Or, il n'en est rien.

Assurément, il n'est pas impossible de discerner des causes générales d'accélération ou de ralentissement de la circulation monétaire. C'est ainsi que les mouvements de hausse et de baisse des prix agissent avec une efficacité bien connue, les premiers pour précipiter la circulation des monnaies, les seconds pour y mettre un frein. Et tout particulièrement l'on sait qu'une monnaie expirante, comme l'était en 1923 le mark-papier, passe de main en main à une allure folle. C'est que personne ne veut la garder. Au contraire, la tendance à thésauriser une monnaie qui s'améliore se traduit par une circulation moyenne très calme et même hésitante. En fait, et pour le dire en passant, il convient que les Gouvernements évitent les excès inverses qui ont l'un et l'autre de fâcheuses conséquences et qu'ils s'efforcent de réaliser la monnaie stable en valeur.

Il existe aussi des fluctuations de moindre ampleur dans la vitesse de circulation de la monnaie. Celles-ci sont inévitables parce qu'elles dépendent bien plus des volontés purement individuelles que celles dont il vient d'être question et qui sont provoquées par des courants d'opinion, par un déterminisme collectif. Il y a ici un ordre de faits que négligent trop les théoriciens des phénomènes monétaires. Ce sont cependant des faits bien familiers : c'est d'ailleurs pour cela peut-être que l'on en minimise l'importance. Mais puisqu'ils sont communs à tout le monde et se répètent indéfiniment, il faut bien reconnaître qu'ils ne sont pas à dédaigner. On peut les ramener, somme toute, à ceci : c'est que la « trésorerie » de chaque personne n'est nullement une constante et qu'il serait vain de contester ce fait en recourant à la méthode des moyennes, d'ailleurs inapplicable, en l'espèce.

Reprenons, pour mieux nous faire comprendre, l'exemple de la baisse du prix du pain qui a été cité plus haut et dont l'explication avait été postposée. Si nous raisonnions mathématiquement, nous dirions : le pain ayant baissé de 20 centimes en Belgique, la population étant en nombre rond de 8 millions, la somme de 1,600,000 francs se trouve ainsi libérée et va être employée incontinent à d'autres achats. En sorte que la perte subie par les cultivateurs va se trouver compensée par un gain pour les industriels. Impossible donc, qu'il y ait une crise générale. Tel est le raisonnement. Seulement rien ne permet de supposer que le pouvoir d'achat libéré s'emploiera mécaniquement et de façon instantanée à un autre objet. Et surtout il n'est pas certain qu'il sera affecté

à l'acquisition de biens de consommation : nous verrons un peu plus loin l'importance que revêt un changement d'orientation, c'est-à-dire la substitution du placement à la dépense. En tout cas, le fonds de roulement de chacun tend à grossir quand les prix d'articles de consommation courante viennent à baisser. Certes, il y aura ici des variantes individuelles de toute sorte. En somme, il est probable qu'une fraction de l'économie de 1.600.000 francs de tout à l'heure va demeurer « en caisse » un certain temps. « En caisse », c'est-à-dire dans les porte-monnaies, les tiroirs, les coffres-forts, les comptes de chèques postaux...

Il n'en va pas autrement du emploi des capitaux remboursés, du moins en période de marasme économique. Des sommes importantes peuvent, de ce chef, « traîner » dans des comptes en banque, en dépit du taux de rémunération devenu dérisoire de ces emplois temporaires.

Nous pouvons résumer ce qui vient d'être dit à l'aide d'une comparaison très simple : la monnaie n'agit pas comme un ressort. Qu'il s'agisse de monnaie métallique ou fiduciaire, cette remarque conserve toute sa force. La théorie ferait bien, semble-t-il, d'en tenir compte.

\* \* \*

Mais ce n'est pas tout. Une autre objection doit être dirigée contre la conception abstraite du pouvoir d'achat. L'examen des faits nous amène irrésistiblement à le décomposer au lieu de le considérer comme une masse homogène.

Du point de vue qui intéresse la présente étude, la distinction la plus importante à faire est celle de deux affectations, d'ailleurs essentielles, du pouvoir d'achat. Il peut être consacré par ses détenteurs soit à la demande des produits finis, soit à celle des moyens de production. La première est consacrée à la consommation et n'obéit à d'autre règle que la volonté de satisfaire un ensemble de besoins. Il n'en est pas de même de la demande des moyens de production qui est subordonnée à une condition : la perspective d'un placement rémunérateur. Sans aucun doute, l'épargne peut encore trouver des placements productifs d'intérêt lors même que l'investissement en moyens de production aurait cessé temporairement d'être une source de revenus. On reviendra tout à l'heure sur ce point. L'essentiel, c'est de montrer tout d'abord que la demande des moyens de production s'arrête lorsque l'outillage existant est suffisant en présence de demandes suffisamment rémunératrices de la consommation et *a fortiori* s'il est disproportionné à l'importance actuelle ou prochaine de ces demandes.

Cela étant, il est permis d'affirmer que la demande des moyens de production ne dépend pas uniquement du montant de l'épargne en quête d'emploi, mais est fonction de la demande des produits finis. La subordination de la première demande à la seconde est évidente. Certes, le rapport qui les unit n'est pas d'une précision mathématique, étant donné que l'éva-

luation de la demande future des consommateurs est toujours plus ou moins spéculative. Mais ce rapport n'en est pas moins réel. La demande de machines et de matières premières ou de demi-produits est donc soumise à une condition impérative : la capacité d'absorption des marchés des produits finis offerts à des prix normaux. Il y a seulement un peu de flottement dans l'évaluation de cette capacité.

Autant dire que la clef du problème de la prospérité n'est pas à rechercher dans l'augmentation globale du pouvoir d'achat, mais de cette fraction du pouvoir d'achat, qui émane des consommateurs. Disons tout de suite que si la consommation tendait à croître outre mesure, il faudrait formuler une proposition différente et dire que l'excès de la demande des consommateurs en rend impossible la satisfaction intégrale, partant qu'il faut la réduire au moyen de la hausse des prix, l'outillage étant insuffisant. Mais telle n'est pas la situation que crée la surproduction si caractéristique de l'âge économique contemporain. Cela étant, au cours d'une période de dépression, c'est-à-dire de suroutillage manifeste et de sous-consommation patente, c'est une fausse manœuvre que celle qui consiste à stimuler la production, et notamment l'industrie lourde ou l'agriculture, sans élargir au préalable les marchés des produits finis.

La « décomposition » du pouvoir d'achat doit être poussée encore plus loin que nous venons de le faire. Le pouvoir d'achat a-t-il le crédit pour origine, il est indispensable de distinguer entre crédit à court terme et crédit à long terme. L'un ne s'applique convenablement qu'à financer les demandes de capital circulant, de fonds de roulement. L'autre est trop onéreux pour alimenter les trésoreries des entreprises, il est naturellement destiné à l'augmentation du capital fixe, des immobilisations, des acquisitions de terrains ou de machines, des constructions, des installations. Il suit de là que l'épargne provisoire, dont l'abondance est typique en notre régime actuel, n'est pas faite pour s'investir en instruments de production, en bâtiments, en terres de culture, en navires ou autres moyens de transport.

Ces remarques viennent corroborer les précédentes et confirmer la thèse que nous défendons ici, savoir que ce qui importe, ce n'est point l'augmentation globale du pouvoir d'achat, obtenue par un moyen quelconque, mais la création de l'espèce de pouvoir

d'achat qui est insuffisante dans une situation économique donnée. Est-ce la possibilité, pour les entreprises industrielles et commerciales, d'acheter, dans la mesure nécessaire, des matières brutes, des demi-produits, des biens consommables qui fait défaut? Alors, c'est le crédit à court terme qu'il est à propos de développer. Y a-t-il, au contraire, carence partielle de capitaux de placement durable, d'épargne définitive? Le problème ne se résoudra point par l'abaissement du taux de l'escompte et des avances sur titres.

Il est bien vrai que la solidarité des placements différant par la durée semble fournir un excellent argument pour écarter l'objection qui précède et dissiper toutes les appréhensions. Mais que l'on analyse cette solidarité si intéressante : on en apercevra bientôt les limites qui sont celles d'une saine pratique bancaire et d'une réelle modération boursière. Outrepasser ces limites, c'est courir droit aux accidents, voire aux catastrophes. La multiplication inouïe des imprudences n'est-elle pas l'une des causes essentielles de la longue dépression actuelle qui a tant de peine à s'éliminer?

\* \* \*

Une remarque doit être faite encore relativement à la possibilité de l'épargne de s'investir en valeurs à revenu fixe lorsque les valeurs à revenu variable lui paraissent peu intéressantes ou même dangereuses. Au cours des dépressions antérieures à 1914, le fait a été noté maintes fois d'une sorte d'alternance entre la prédominance des placements de l'une et de l'autre catégorie. Arthur Raffalovich, dans le *Marché Financier*, en faisait une véritable loi. Cette loi a été infirmée après la guerre par suite de l'instabilité des monnaies. La confiance s'est retirée devant les risques de dépréciation monétaire. De là, les thésaurisations et exportations de capitaux. Si bien que l'action atténuante qu'exerçaient sur la situation les émissions de fonds d'Etat et d'obligations industrielles et financières lorsque les affaires s'étaient ralenties, cette action a été, cette fois, paralysée. On observera, du reste, que la multiplication des valeurs à revenu fixe, comme en 1908, n'a tout de même pas la vertu de créer une reprise immédiate. Mais c'est un élément non négligeable de retour à l'activité économique normale.

## L'EXPOSÉ GÉNÉRAL DU BUDGET POUR L'EXERCICE 1936

Le budget belge ordinaire pour 1936 est en équilibre. L'exposé général permet de constater qu'une grande prudence a présidé à son élaboration, au milieu d'éléments qui, pour diverses raisons majeures et notamment en raison de la réforme monétaire, présentent une réelle et inévitable incertitude.

\* \* \*

La présentation matérielle du budget n'a donné lieu à aucune modification fondamentale. Quelques mesures de simplification ont été prises qui, dans l'esprit des améliorations réalisées à partir de 1934, rendent les documents plus maniables et plus clairs.

Ainsi, la seconde partie du budget Voies et Moyens a été subdivisée en cinq sections et une table des matières a été dressée.

Dans le même ordre d'idées, le budget de la Dette Publique a subi quelques transformations :

a) Par suite de la conversion des rentes, une dizaine d'articles, répartis entre différents chapitres et sections, ont été supprimés;

b) Les crédits postulés par catégories de charges ont été reclassés. Le service de la dette proprement dite comprend trois chapitres distincts : pensions, rentes et allocations; intérêts sur cautionnements et consignations;

c) Le chapitre relatif au service de la dette se subdivise lui-même en sept sections : rentes et redevances, — dettes à long terme exprimées en francs, — bons du Trésor en francs, — dettes à long terme libellées en monnaies étrangères, — intérêts et amortissements des capitaux empruntés ou à emprunter, —

annuités diverses et autres charges, — frais du service des diverses dettes et annuités.

Cette classification a été adoptée pour se rendre compte sans difficulté de l'importance de chaque catégorie des dépenses et faire apparaître séparément le montant total des charges pour les intérêts et pour l'amortissement de la dette directe de l'Etat.

\* \* \*

Les déficits des années 1933 et 1934 marquent une diminution par rapport à ceux des deux années précédentes. Ils étaient, pour 1931 et 1932, de 5 milliards, en chiffres ronds, tandis que le déficit estimatif a été réduit à peu près à néant et que celui de 1934 s'élève à environ 299 millions. Ensemble, les deux budgets de 1933 et 1934, dont le mali avait été évalué à environ 184 millions sur la base d'éléments encore incertains dans l'Exposé général du Budget pour 1935, laissent en réalité un découvert de 300 millions pour les deux exercices réunis.

Au cours de 1935, l'état du budget a été profondément modifié par suite des changements d'orientation survenus dans la politique. C'est ainsi que les mesures prises par le gouvernement précédent après la distribution des documents budgétaires ont correspondu avec une rupture d'équilibre assez accusée, tandis que les ajustements réalisés par le gouvernement actuel ont atténué sensiblement ces discordances. Cela apparaît clairement dans le tableau I, dans lequel nous avons isolé les postes qui ont subi les changements les plus caractéristiques.

TABLEAU I.

NATURE DES RECETTES ET DES DÉPENSES	Au moment de la distribution des budgets	Au moment de l'entrée en charge du gouvernement d'après les éléments connus au 31 mars 1935	Au lendemain de la dévaluation monétaire et de la conversion des rentes, d'après les éléments connus au 27 juin 1935
	Fr.	Fr.	Fr.
<b>RECETTES.</b>			
Impôts { Contributions directes .....	2.914.250	2.914.250	2.669.550
{ Douanes et accises .....	2.791.445	2.791.445	2.737.445
{ Enregistrement et domaines .....	2.592.500	2.462.500	2.900.700
Autres recettes .....	1.544.259	1.369.259	1.371.779
<b>TOTAL...</b>	<b>9.842.454</b>	<b>9.537.454</b>	<b>9.679.474</b>
<b>DÉPENSES.</b>			
Dette publique .....	2.791.976	2.821.976	2.488.676
Dépenses de personnel .....	2.261.168	2.304.368	2.374.768
Dépenses de prévoyance, etc. ....	1.359.585	1.766.085	1.714.085
Autres dépenses .....	3.499.754	3.508.764	3.553.764
<b>TOTAL...</b>	<b>9.902.583</b>	<b>10.399.183</b>	<b>10.131.283</b>
<b>MALI...</b>	<b>60.129</b>	<b>861.729</b>	<b>451.809</b>

Le gouvernement déclare que le déficit, estimé à 862 millions dans une communication faite au Sénat en séance du 27 juin 1935 par M. le Ministre des Finances, se serait encore aggravé dans le cadre de la politique de la déflation et que le mali se serait révélé supérieur au montant ci-dessus, par suite de la diminution des droits de douane et d'accise, qui n'aurait certainement pas été moindre sous ce régime que sous le régime actuel, et parce qu'une erreur de 26 millions a été commise lors de la fixation des crédits à inscrire au budget pour couvrir les charges des pensions d'invalidité.

Voici l'état probable du budget en cours, tel qu'il paraît devoir se révéler en fin d'exercice, estimé sur la base d'éléments connus le 15 octobre.

#### A. — Recettes.

Impôts .....	fr.	8.226.600.000
Autres recettes ordinaires.....		1.683.174.000
	<b>Total...fr.</b>	<b>9.909.774.000</b>

#### B. — Dépenses.

Dettes publiques .....	fr.	3.811.814.000
Budgets d'administration .....		5.828.129.000
Transports .....		143.279.000
P. T. T. ....		325.605.000
	<b>Total...fr.</b>	<b>10.108.827.000</b>
	<b>Mali...fr.</b>	<b>199.053.000</b>

Le budget en cours n'est donc pas équilibré. Le déficit probable dépasse très largement celui qui avait été estimé au moment où les budgets ont été distribués, mais se trouvera cependant sensiblement inférieur à celui prévu lors de l'entrée en fonction du gouvernement actuel.

Cette amélioration est due, toujours par rapport à la situation du début du mois d'avril, à une augmentation des recettes aidée par un mouvement de dépenses en sens contraire.

L'augmentation des recettes est d'abord attribuable au redressement de l'économie générale et du mouvement commercial et immobilier. Cela se traduit par l'ascension des perceptions basées sur le prix et sur la masse soumise à l'impôt qui se manifeste dès le mois d'avril. Il faut l'attribuer à la fois à l'accroissement du volume des transactions et à la hausse des prix, quoique dans une proportion moindre. Les chiffres suivants sont caractéristiques à cet égard. Ils expriment, en pour-cent des sommes perçues en 1934, le montant des droits d'enregistrement, de timbre, de douanes et d'accise rentré au cours des neuf premiers mois de 1935.

MOIS	ENREGISTREMENT ET TIMBRE		DOUANES ET ACCISES	
	Enregistrement et transcription	Timbre et taxe de transmission	Droits d'entrée et de statistique	Accises
Janvier .....	79,6	90,8	84,6	109,8
Février.....	93,9	91,-	81,-	107,5
Mars .....	90,9	86,4	77,7	108,9
Avril .....	158,2	118,7	89,5	128,8
Mai .....	142,5	122,2	99,-	117,8
Juin .....	147,5	109,6	98,9	77,2
Juillet .....	145,9	115,5	103,3	109,7
Août.....	130,8	105,2	96,5	103,5
Septembre .....	137,1	122,9	107,8	107,1

La dévaluation a, d'autre part, outre son action sur les transactions commerciales et sur les prix, procuré une recette comptable de fr. 322.198.647,30 — correspondant à la réévaluation de l'emprunt Mendelssohn au 31 mars 1935. A cette date, le Trésor détenait fr. 966.590.596,70 en or; ce montant figurait dans les capitaux et revenus. Comme il s'agit d'un emprunt à court terme, qui est remboursable sur l'exercice suivant, il y a là un risque qui se réaliserait si l'emprunt n'était pas consolidé.

L'exercice 1935 a également bénéficié pour partie de la conversion des rentes et le gouvernement peut réclamer cette réduction de dépenses à son actif.

Les chiffres ci-dessus mettent en lumière le changement d'orientation de l'économie générale depuis le second semestre. Ils ont nécessairement conditionné, non seulement l'évaluation probable, telle qu'elle se produit dans les propositions budgétaires, mais aussi la supputation des charges générales à assumer par le Trésor pendant cet exercice. A cet effet, une étude aussi approfondie que possible a été entreprise en vue de fonder les hypothèses qu'on a dû formuler sur le niveau futur des prix et sur l'accroissement des masses imposables.

Le champ laissé à l'arbitraire à cet égard sera d'autant plus réduit que les données sur lesquelles on base les évaluations sont plus précises et les tendances plus apparentes. Le gouvernement fait d'ailleurs ressortir que c'est une méthode vicieuse d'élaborer simultanément le budget des recettes et celui, global, des dépenses, et de les confronter ensuite. « Car ce sont les dépenses qui doivent s'ajuster aux recettes, et non les recettes aux dépenses. »

On ne saurait mieux dire.

\* \* \*

Nous arrivons maintenant au budget de 1936. Il se présente, d'après le résumé qui suit, avec un boni de 27 millions.

<b>A. — Recettes.</b>	
Impôts .....	fr. 8.911.992.000
Péage. — Capitaux et revenus. — Remboursements .....	1.193.936.000
<b>Total des recettes ordinaires...fr.</b>	<b>10.105.978.000</b>

Recettes exceptionnelles .....	750.000
Recettes compensatoires .....	236.062.062
Recettes de réparation .....	86.600.000
<hr/>	
Total...fr.	10.429.390.062
<hr/>	
B. — Dépenses.....fr.	10.402.335.000
<hr/>	
Boni ...fr.	27.055.062

\* \* \*

Pour interpréter ces chiffres, il faut tenir compte de deux faits : d'abord des réductions provenant de ce que le budget de 1935 a bénéficié de quelques recettes exceptionnelles qui ne se représenteront plus au cours de l'année prochaine, ensuite des dégrèvements fiscaux accordés au cours de cette année-ci et dont la répercussion sera sensible sur le rendement des impôts intéressés en 1936.

Passons en revue les recettes disparues.

Ce sont, parmi les impôts d'abord, la « taxe spéciale sur les bénéfices exceptionnels réalisés sur les produits soumis à licence », supprimée par arrêté royal du 27 septembre 1935, à cause de son rendement insuffisant; une réduction de 30 millions par suite d'anticipations de paiement sur les recettes afférentes aux droits d'accise; une autre réduction de 15 millions sur le « solde éventuel à encaisser par la Belgique sur les recettes communes avec le Grand-Duché, en ce qui concerne les droits d'accise sur les alcools », montant pour lequel les recettes arriérées ont été portées en compte en 1935.

Parmi les « Remboursements », des réductions pour un montant de 20 millions proviennent d'opérations entre la Banque Nationale et le Trésor, et d'une modi-

fication apportée aux taux d'intérêt des obligations de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants.

Enfin, les « Recettes de réparation » diminuent de 51 millions pour arriérés qui ne peuvent être portés en compte par suite de l'accord Tardieu-Jaspar, toujours pendant.

Le montant des recettes laisse donc, par rapport aux estimations de 1935, un déchet inévitable de 126 millions 300.000 francs.

En outre, des dégrèvements ont été consentis qui atteindront, pour 1936, environ 183 millions : 65 millions en matière de contribution foncière et 118 millions pour l'enregistrement. Dans le premier cas, le dégrèvement de 2 p. c. sur le principal, accordé par arrêté royal du 15 mai 1935, a été réduit à 1 p. c. Cependant, seule sa forme administrative a été modifiée car les centimes additionnels perçus par les communes ont été limités de façon à maintenir la charge totale de la propriété foncière au niveau établi le 15 mai.

Les dégrèvements en matière d'enregistrement portent sur les six taxes suivantes : réduction de la taxe de transmission sur les fournitures d'électricité; réduction ou suppression de taxes de transmission sur les graines, huiles, pâtes alimentaires, savons et levure; réduction de la taxe d'abatage sur les porcs; suppression de la taxe de luxe sur les chocolats, biscuits, sucreries et pâtisseries, de celle qui frappe les tissus de soie artificielle, de celle qui atteint les bandages et chambres à air pour automobiles.

La moins-value des recettes atteint ainsi 309 millions 300.000 francs.

TABLEAU 1bis.

Comparaison entre les propositions budgétaires formulées pour 1935, le rendement probable des recettes supposées et les évaluations pour l'exercice 1936.  
(En milliers de francs.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS	EXERCICE 1935		EXERCICE 1936
	Budget voté	Recettes probables à la clôture de l'exercice	Prévisions budgétaires
<b>I. — RECETTES ORDINAIRES.</b>			
<b>A. — IMPOTS.</b>			
1° Contributions directes :			
Impôts cédulaires	Contribution foncière ..... 425 Taxe mobilière ..... 483,5 Taxe professionnelle ..... fr. 520	290 475 450	366 552,5 562,5
	1.428.500	1.215.000	1.481.000
Impôt complémentaire personnel .....	192.500	192.500	217.500
Contribution nationale de crise .....	593.000	520.000	600.000
Taxe spéciale sur les bénéfices exceptionnels réalisés sur les produits soumis à licence .....	10.000	200	—
Taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tanderie .....	1.750	1.500	1.500
Taxe sur les véhicules automobiles .....	160.000	147.500	155.000
Taxe sur les spectacles ou divertissements .....	44.500	42.800	40.000
Taxe sur les jeux et paris .....	35.000	47.500	40.000
Taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses .....	30.000	30.000	30.000
Recettes diverses .....	419.000	450.000	482.500
<b>Total des contributions directes (1°) ... fr.</b>	<b>2.914.250</b>	<b>2.647.000</b>	<b>3.047.500</b>



TABLEAU *ibis* (suite).

DÉSIGNATION DES PRODUITS	EXERCICE 1935		EXERCICE 1936
	Budget voté	Recettes probables à la clôture de l'exercice	Prévisions budgétaires
<b>2° Douanes et Accises :</b>			
Droits d'entrée et de statistique .....	1.468.000	1.440.000	1.480.000
Accises .....	1.084.320	} 1.250.000	1.287.300
Taxes spéciales de consommation .....	207.600		
Solde éventuel sur les recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg (droit d'accise sur les alcools) ..	25.000	25.000	10.000
Taxes et produits divers .....	6.525	7.000	7.042
Total des Douanes et Accises (2°) ... fr.	2.791.445	2.722.000	2.784.342
<b>3° Enregistrement :</b>			
Enregistrement et transcription .....	360.000	515.000	570.000
Successions .....	192.000	185.000	224.000
Timbre et taxe de transmission .....	2.005.000	2.117.000	2.244.000
Divers (greffe, naturalisation, amendes, etc.) .....	35.500	40.600	42.150
Total de l'Enregistrement, etc. (3°) ... fr.	2.592.500	2.857.600	3.080.150
TOTAL DES IMPOTS : A (1° + 2° + 3°) ... fr.	8.298.195	8.226.600	8.911.992
B. — PÉAGES (TOTAL) ... fr.	420.535	422.078	419.901
<b>C. — CAPITAUX ET REVENUS.</b>			
Domaines (valeurs capitales) .....	12.000	12.000	12.000
Produits divers et accidentels .....	23.000	22.000	23.000
Revenus des domaines .....	22.000	21.000	22.000
Produit brut de la taxe perçue au profit de l'I.N.R. ....	34.395	40.000	44.100
Produits de la régie du <i>Movitar</i> .....	9.885	9.885	10.000
Part de l'Etat dans les bénéfices de la Banque Nationale.	13.600	13.600	11.600
Revenus de l'avoir de l'Office de la Petite Epargne .....	—	—	14.000
Produit du placement de l'actif du Fonds monétaire .....	16.000	16.000	—
Droits sur les autorisations d'importation de combustibles	40.000	40.000	40.000
Intérêts des obligations de l'Etat belge acquises par le Fonds de régularisation du marché des rentes .....	—	—	25.000
Produit de la réévaluation des avoirs-or du Trésor .....	—	322.198	—
Autres recettes .....	76.966	76.297	86.942
TOTAL DES CAPITAUX ET REVENUS : C ... fr.	247.846	572.980	288.642
<b>D. — REMBOURSEMENTS.</b>			
Frais de perception des revenus provinciaux et communaux	32.250	39.000	28.150
Recouvrements d'avances faites par divers départements	10.000	9.000	10.000
Remboursement des dépenses faites pour compte d'autres administrations (O. C. I.) .....	22.380	22.088	25.095
Remboursement des dépenses faites pour compte d'autres administrations (Postes) .....	17.215	17.250	17.684
Recettes diverses et accidentelles .....	66.489	50.000	106.000
Annuité de la Société Nationale des Habitations à bon marché .....	24.288	24.288	25.734
Versements à effectuer par l'A. N. I. C. ....	13.500	13.500	13.500
Intérêts compris dans les annuités souscrites par le Département des Colonies .....	14.228	14.228	11.500
Intérêts des obligations de l'A. N. I. C. ....	47.738	47.738	33.416
Fonds récupérés en matière de chômage .....	126.500	63.000	143.550
Remboursement des pensions des organismes autonomes et régies .....	—	—	11.875
Autres remboursements .....	58.965	57.016	58.939
TOTAL DES REMBOURSEMENTS : D ... fr.	433.553	357.108	485.443
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES (A+B+C+D) : I ... fr.	9.400.129	9.578.766	10.105.978
II. — RECETTES EXCEPTIONNELLES (TOTAL) ... fr.	500	350	750

TABLEAU Ibis (suite).

DÉSIGNATION DES PRODUITS	EXERCICE 1935		EXERCICE 1936
	Budget voté	Recettes probables à la clôture de l'exercice	Prévisions budgétaires
<b>III. — RECETTES COMPENSATOIRES :</b>			
Part de la Régie des Téléphones et Télégraphes dans les charges de la Dette.....fr.	86.070	86.070	81.766
Produit de la réserve de remboursement de l'emprunt 6 ½ % de 30.000.000 de dollars.....	12.000	12.000	11.000
Charge de la S. N. C. F. B. pour intérêt de ses actions ...	29.902	29.902	20.583
Conventions des marks .....	133.900	106.000	48.225
Part de la Colonie dans les charges de l'emprunt à lots de un milliard à 5 %, 1932 .....	20.938	20.938	18.911
Part de la Colonie dans les charges de l'emprunt extérieur 5 ½ % 1932 .....	24.965	31.248	34.527
Dividende fixe alloué aux actions privilégiées de la S. N. C. F. B. (2 <sup>me</sup> tranche) .....	—	—	21.050
<b>TOTAL DES RECETTES COMPENSATOIRES : III...fr.</b>	<b>307.775</b>	<b>286.158</b>	<b>236.062</b>
<b>IV. — RECETTES DE RÉPARATION :</b>			
Produits divers de réparation .....	90.000	5.000	50.000
Produit des titres à émettre .....	30.000	30.000	27.000
Autres recettes de réparation .....	14.050	9.500	9.600
<b>TOTAL DES RECETTES DE RÉPARATION : IV...fr</b>	<b>134.050</b>	<b>44.500</b>	<b>86.600</b>
<b>TOTAL DES VOIES ET MOYENS (I + II + III + IV)...fr.</b>	<b>9.842.454</b>	<b>9.909.774</b>	<b>10.429.390</b>

\* \* \*

On a pu constater, par les chiffres qui précèdent, malgré les réductions opérées, que les recettes prévues pour 1936 dépassent de plus d'un demi-milliard les recettes votées pour 1935. Nous allons passer en revue les évaluations qui justifient cette augmentation.

En ce qui concerne les impôts directs, le Budget des Voies et Moyens de 1936 accuse une augmentation de 133.250.000 francs par rapport aux évaluations adoptées pour 1935. Les recettes d'impôts directs sont évaluées à 3.047.500.000 francs; elles dépassent de 400 millions les recettes présumées de l'exercice 1935 et de 261 millions le chiffre des perceptions réalisées pour l'exercice 1934.

Cette augmentation importante provient de la taxe mobilière et professionnelle, de l'impôt complémentaire personnel, de la contribution nationale de crise. Elle peut être attribuée en grande partie aux événements économiques consécutifs à la dévaluation, car nulle modification essentielle n'a été apportée à la législation qui régit ces impôts, pour l'année 1936.

L'augmentation du produit de la taxe mobilière affecte la taxe applicable aux revenus d'actions, aux revenus d'origine étrangère et à ceux de firmes et sociétés coloniales. L'importance des revenus de ces catégories a été fixée en corrigeant les résultats escomptés de la reprise, de la majoration des revenus étrangers en francs dévalués et du redressement économique du Congo, par la diminution du taux d'intérêt des créances, dépôts et prêts.

La plus-value de la taxe professionnelle — qui est estimée à 562,5 millions, soit 112 millions de plus que les recettes probables de l'exercice 1935 — aurait été plus importante s'il n'était pas permis au contribuable de déduire des bénéfices d'une année les

pertes des deux dernières années ou des deux derniers exercices. Par contre, l'impôt complémentaire personnel accuse un redressement d'autant plus net qu'à partir de 1935 il a été établi sur la base du revenu réel des contribuables (arrêté-loi du 22 février 1935). L'augmentation de la contribution nationale de crise, portée au budget de 1936 pour 600 millions, soit 80 millions de plus que le montant des recettes qui seront effectuées à ce titre pour l'exercice 1935, est justifiée pleinement par l'accroissement du volume et du taux des rémunérations.

Enfin, les recettes diverses augmentent de 63,5 millions par rapport aux résultats de 1935. Cette plus-value a une cause d'ordre administratif : le retard subi par les travaux d'établissement des impôts de 1935, en raison de la distribution tardive des déclarations consécutive à l'instauration d'un nouveau régime en matière d'impôt complémentaire personnel.

Les 207 millions auxquels montent ces plus-values sont absorbés en partie par les diminutions représentant 73 millions et qui proviennent de la réduction de la contribution foncière et d'autres impôts directs. Elles le sont encore par des diminutions du taux de certaines taxes à l'importation.

Les droits de douane et de statistique eurent des résultats nettement déficitaires pendant le premier semestre de 1935; mais à partir d'avril, les recettes se relevèrent : elles produisirent, d'avril à septembre, un total de 760 millions, supérieur de 23 millions aux estimations du budget. L'évaluation pour 1936 escompte que les futures perceptions ne seront pas inférieures à celles accusées pour les derniers mois et monte à 1.480.000.000 de francs.

Les droits d'accises sont estimés à 1.287.300.000 fr., soit une trentaine de millions de plus que les recettes

probables de 1935. Celles-ci sont inférieures aux prévisions, mais d'assez peu. La diminution provient seulement des huiles minérales raffinées dans le pays, par suite des modifications apportées par l'arrêté royal du 31 octobre 1934 au régime fiscal de ces marchandises.

Les recettes de l'enregistrement et du timbre sont estimées à 3 milliards de francs, en augmentation d'un demi-milliard par rapport à celles de l'année en cours. Cette évaluation est basée sur des recouvrements opérés en juin, juillet et août, abstraction faite des deux mois ayant suivi immédiatement la dévaluation et qui, à plusieurs égards, peuvent être considérés comme anormaux.

Les recettes du chapitre capitaux et revenus accusent une plus-value importante, évaluée à 40 millions, comparativement à 1935. Elles s'élèvent en effet à 288.641.915 francs contre 247.846.035 francs.

Un article de ce chapitre disparaît en 1936, celui relatif au placement de l'actif du Fonds monétaire, par suite du prélèvement opéré sur ce Fonds pour la création de l'Office central de la Petite Epargne, en vertu de l'article 2 de la loi du 7 décembre 1934. Par contre, l'article 3 de cette loi prévoit l'inscription d'un article nouveau de 14 millions de francs pour les « Revenus de l'avoir de l'Office central de la Petite Epargne ».

L'évaluation des intérêts des titres acquis par le Fonds de régularisation du marché des rentes (arrêté royal du 11 mai 1935) accuse une augmentation de 25 millions de francs, calculée sur le capital moyen en portefeuille au cours des derniers mois.

Ensuite, comme pour les années antérieures, le produit brut de la taxe perçue au profit de l'Institut National de Radiodiffusion est en augmentation; cette augmentation est évaluée à 9 millions de francs.

D'autres augmentations proviennent du revenu des forêts (3 millions de francs) et du produit du placement des fonds disponibles du Trésor (7 millions et demi de francs).

Le chapitre des remboursements est également en augmentation de 51 millions de francs provenant sur-

tout des recettes diverses et accidentelles de la Trésorerie, de l'inscription d'articles nouveaux et de l'augmentation d'articles anciens.

Enfin, subissent des réductions :

1° Les recettes exceptionnelles, relatives aux droits de recouvrement perçus par l'Office belge de vérification et de compensation, par suite de la liquidation des créances belges à la charge de la Hongrie;

2° Les recettes compensatoires: réduction des recettes provenant de la Convention des marcs (48 millions de francs contre 133 millions); réduction du taux d'intérêt des obligations de la Société Nationale des Chemins de fer (9 millions). Ces réductions sont partiellement absorbées par l'augmentation provenant de la part de la Colonie dans les charges de l'emprunt extérieur de 1932 (5 1/2 p. c.), et de l'introduction d'un article nouveau: dividende fixe alloué aux actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer;

3° Les recettes de réparation: réduction de 47 millions de francs.

\* \* \*

Les crédits budgétaires sollicités pour 1936 sont supérieurs à ceux de 1935. Le niveau de ces crédits s'est nécessairement relevé sous l'influence que la dévaluation a exercée sur les charges de la dette publique, sur les crédits du Budget des non-valeurs et des remboursements, dont le montant dépend de la plus-value des recettes fiscales, sur le prix des marchandises et matières à acquérir au titre des divers budgets, enfin, sur les autres frais généraux de fonctionnement des administrations publiques. Ces influences ont déjà modifié la physionomie des budgets pour l'exercice 1935, qui révèle une différence de 200 millions avec le montant des dépenses estimé au moment du vote de ces budgets.

Examinons maintenant la dette publique. Du 30 septembre 1934 au 30 septembre 1935, elle a augmenté de 6.483 millions de francs.

Le tableau II indique, par catégories de dettes, les modifications survenues pendant cette période.

TABLEAU II.

NATURE DES DETTES	SITUATION AU		COMPARAISON	
	30 septembre 1934	30 septembre 1935	Augmentations	Diminutions
<b>I. DETTES INTÉRIEURES :</b>	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
a) Consolidée .....	28.474.000.000	31.592.000.000	3.118.000.000	—
b) A moyen terme .....	1.480.000.000	1.431.000.000	—	49.000.000
c) Flottante .....	150.000.000	—	—	150.000.000
	30.104.000.000	33.023.000.000	3.118.000.000	199.000.000
<b>II. DETTES EXTÉRIEURES :</b>				
a) Consolidée .....	18.593.000.000	20.955.000.000	2.362.000.000	—
b) Flottante .....	—	1.202.000.000	1.202.000.000	—
	18.593.000.000	22.157.000.000	3.564.000.000	—
	48.697.000.000	55.180.000.000	6.483.000.000	199.000.000
<b>AUGMENTATION...</b>			<b>6.483.000.000</b>	

Avant de détailler les fluctuations survenues dans la dette, deux remarques préliminaires s'imposent. La dévaluation du franc et la conversion des rentes ont affecté de façon sensible son montant en capital.

a) La dévaluation a eu un double effet. Elle a augmenté notre dette extérieure, exprimée en francs belges, de 5.845 millions. Ensuite elle a permis de rembourser 870 millions à la Banque Nationale de Belgique et de diminuer d'autant la dette de l'Etat envers celle-ci, directement en affectant à ce remboursement une somme de 345 millions de francs, partie du produit de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, et, par une mesure annexe, en portant 525 millions au crédit de l'Etat lors de la reprise par le Trésor de la circulation des billets de 50 fr.

b) La conversion des rentes a eu les répercussions suivantes sur le capital de notre dette : accroissement de 1.516 millions de francs, représentant le montant des bonifications allouées aux porteurs des obligations converties ou transformées; transformation de la partie de notre dette extérieure représentée par un capital de \$ 99.226.800 en obligations estampillées en 1933, en une dette intérieure égale à 3.532 millions de francs.

Voici le détail des principales fluctuations survenues dans la situation de la dette publique du 1<sup>er</sup> octobre 1934 au 30 septembre 1935.

#### Ia) Dette consolidée intérieure.

La dette consolidée intérieure s'est accrue d'un capital de 5.326 millions de francs, savoir :

1 <sup>o</sup> Conversion en dette unifiée 4 p. c.	
2 <sup>o</sup> série d'un capital de \$ 99.226.800 d'obligations estampillées des emprunts en dollars (au cours de fr. 35,60)....fr.	3.532.000.000
2 <sup>o</sup> Consolidation en dette unifiée 4 p. c.	
1 <sup>re</sup> série d'un capital de 248.695.000 fr. d'obligations du Trésor 6 p. c. à cinq ans, portées antérieurement parmi les dettes à moyen terme .....	249.000.000
3 <sup>o</sup> Bonifications en capital allouées aux porteurs des obligations converties ou transformées .....	1.516.000.000

4 <sup>o</sup> Emission d'obligations 5 p. c. 1925 et d'obligations de l'A. N. I. C. pour la réparation des dommages de guerre fr.	29.000.000
	<u>Fr. 5.326.000.000</u>

D'autre part, elle a subi les réductions suivantes :

1 <sup>o</sup> En suite du rattachement au budget de l'exercice 1930 de la dépense relative au remboursement anticipatif de l'emprunt 7 1/2 p. c. de \$ 50.000.000, la capitalisation des annuités à inscrire dans les budgets futurs pour couvrir ce remboursement est éliminée, soit ...fr.	1.155.000.000
2 <sup>o</sup> Remboursement à concurrence de... de la dette de l'Etat envers la Banque Nationale de Belgique.	870.000.000
3 <sup>o</sup> Amortissements contractuels effectués .....	183.000.000

Les réductions s'élèvent au total à fr. 2.208.000.000 ramenant ainsi l'accroissement de la dette consolidée intérieure à .....fr. 3.118.000.000

#### Ib) Dette à moyen terme et dette flottante intérieures.

La dette à moyen terme a été réduite de 49 millions de francs résultant des opérations ci-après :

Consolidation en dette 4 p. c. unifiée d'un capital nominal de .....	249.000.000
d'obligations du Trésor 6 p. c. à 5 ans; émission dans le courant du dernier trimestre 1934 d'un capital nominal de bons 4 p. c. à 5 ans (1934-1939) .....	200.000.000

Balance : réduction de ...fr. 49.000.000

La dette flottante intérieure, qui s'élevait au 30 septembre 1934 à 150 millions de francs, a été remboursée avant le 30 septembre 1935.

#### IIa) Dette extérieure consolidée.

Le tableau III donne, en monnaies étrangères, le montant de la dette consolidée extérieure au 30 septembre 1934 et au 30 septembre 1935, ainsi que les fluctuations résultant des émissions et des remboursements ainsi que de la conversion des rentes.

TABLEAU III.

NATURE DES DETTES	SITUATION AU		COMPARAISON	
	30 septembre 1934	30 septembre 1935	Emissions	Remboursements ou conversions
<b>I. DETTE ENVERS LES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS :</b>				
États-Unis .....	\$ 400.680.000	400.680.000	—	—
Angleterre .....	£ 9.000.000	9.000.000	—	—
Pays-Bas .....	Fl. P.-B. 14.179.000	10.375.000	—	3.804.000
<b>II. AUTRES DETTES :</b>				
Dollars .....	146.621.100	45.513.300	—	1.881.000
Livres sterling .....	10.792.520	10.005.820	—	99.226.800
Francs français .....	1.648.993.000	1.815.460.000	475.000.000	786.700
Francs suisses .....	29.802.000	28.828.000	—	308.533.000
Florins Pays-Bas .....	45.000.000	45.000.000	—	974.000
Couronnes suédoises .....	8.393.000	8.266.000	—	127.000

Traduite en francs belges, la dette extérieure consolidée s'est accrue d'un nominal de 2.362 millions de francs représentant la balance qui suit :

A. — Augmentations résultant :

1° De l'émission de l'emprunt extérieur 5 p. c. de conversion de 1934...fr.	671.000.000
2° Du jeu des changes corrélatif à la dévaluation du franc, à concurrence de	5.845.000.000

Ensemble...fr. 6.516.000.000

B. — Réductions provenant :

1° De la conversion en dette 4 p. c. unifiée, 2° série, d'un capital nominal de \$ 99.226.800 en obligations estampillées des emprunts belges émis en dollars fr.	3.532.000.000
2° Du remboursement anticipatif au 15 février 1935 de l'emprunt 6 1/2 p. c. de 1923 s'élevant à fr. fr. 283.088.000..	400.000.000
3° Des amortissements contractuels effectués :	

a) Par le Trésor, pour les obligations délivrées au gouvernement des Pays-Bas, en règlement des frais d'internement de militaires belges en Hollande .....fr. 55.000.000

b) Par le Fonds d'amortissement sur les emprunts placés dans le public ..... 167.000.000

Fr. 222.000.000

Ensemble des réductions...fr. 4.154.000.000

Accroissement de la dette extérieure consolidée à .....fr. 2.362.000.000

IIb) Dette flottante extérieure.

La dette flottante extérieure est constituée uniquement par le capital de fl. 60.000.000, de bons du Trésor 4 p. c. restant en circulation sur les 75 millions de francs placés en Hollande en décembre 1934 et au début de 1935, et sur quoi fl. 15.000.000 ont été remboursés en juin-juillet 1935.

\* \* \*

Comparativement au budget de la dette publique de l'exercice 1935, les crédits postulés pour l'exercice 1936 présentent une diminution de fr. 287.448.964,45 représentant la balance entre les deux catégories de charges, savoir :

a) Diminution des charges de la dette publique .....fr. 442.090.964,45

b) Augmentation des crédits postulés :

1° Pour le service des pensions d'ancienneté et des pensions, rentes et allocations résultant de la guerre .....fr. 154.542.000

2° Pour le paiement des intérêts sur les cautionnements et consignations.... 100.000

Fr. 154.642.000.—

Diminution...fr. 287.448.964,45

Notre dette publique atteint donc aujourd'hui plus de 55 milliards. Ce montant est en augmentation de 6.405 millions sur celui de la dette au 30 septembre 1934, calculée d'après la même base. Par contre, le service de la dette a été sensiblement diminué grâce à la conversion (voir tableau VI).

TABLEAU IV.

	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Dette publique .... A	3.397.072.355,51	3.315.317.173,17	3.334.815.772,71	(1) 4.156.081.165,56	(1) 4.089.344.904,68	3.801.895.940,23
Dotations ..... B	44.016.347,—	43.436.893,99	41.878.110,—	45.143.204,99	44.790.260,—	45.483.775,—
Justice .....	366.603.041,63	345.282.114,49	307.136.257,50	292.695.299,09	265.815.396,65	285.192.162,51
Affaires étrangères et Commerce extérieur	95.566.421,95	87.355.601,53	77.502.521,90	75.517.751,95	71.869.791,75	91.199.351,25
Intérieur .....	137.937.193,94	104.149.386,74	52.374.072,—	61.317.141,—	85.800.344,—	99.122.970,—
Instruction publique .	1.092.116.231,83	1.044.313.737,85	1.071.720.475,36	1.044.217.887,—	936.337.631,—	1.073.996.860,—
Agriculture .....	88.628.733,56	86.758.995,65	53.373.662,—	48.169.110,—	39.706.965,—	44.684.762,—
Travaux publics et Ré-sorption du chômage	495.153.697,10	326.906.360,30	255.345.449,55	240.374.123,87	218.592.209,—	254.965.362,—
Affaires économiques.	1.094.749.454,64	2.375.539.934,—	602.864.880,—	726.067.953,99	37.581.971,—	30.623.066,—
Travail et Prévoyance sociale .....	—	—	1.049.755.676,—	900.443.413,—	1.289.533.563,—	1.587.528.670,—
Colonies .....	13.967.973,51	13.664.524,—	188.842.170,—	189.495.012,—	183.986.312,—	169.998.986,—
Défense nationale ...	1.214.720.477,59	1.056.866.212,—	894.237.656,80	869.928.325,43	767.426.827,—	886.355.852,—
Gendarmerie .....	144.444.738,—	141.718.301,—	129.402.536,—	123.162.770,—	113.870.386,—	124.606.956,—
Finances .....	433.203.276,96	414.036.760,97	363.559.758,82	414.036.521,03	352.420.849,—	379.884.017,—
Transports .....	280.304.669,—	242.624.369,76	183.674.808,11	154.874.941,45	144.658.031,—	156.353.394,—
P. T. T. ....	518.240.308,81	468.074.403,32	416.477.925,09	354.656.998,02	316.943.152,—	345.803.364,—
C	5.955.636.218,52	6.707.290.701,61	5.646.267.849,13	5.495.851.252,83	4.824.543.428,40	5.521.315.772,76
A + B + C.....	9.396.724.921,03	10.066.044.768,77	9.022.961.731,84	9.697.075.623,38	8.958.678.593,08	9.368.695.487,99
Réparations.....	1.250.152.121,54	1.029.160.477,13	875.231.090,—	—	—	—
	10.646.877.042,57	11.095.205.245,90	9.898.192.821,84	9.697.075.623,38	8.958.678.593,08	9.368.695.487,99
Non-Valeurs et Rem-boursements .....	1.329.668.879,70	1.022.203.280,—	1.113.253.639,—	1.050.772.119,32	967.975.200,—	1.033.640.200,—
TOTAL GÉNÉRAL...	11.976.545.922,27	12.117.408.525,90	(2) 11.011.446.460,84	(2) 10.747.847.742,70	(2) 9.926.653.793,08	10.402.335.687,99

(1) Y compris les pensions d'invalidité, qui ont été imputées au Budget des Réparations pour les exercices 1931 à 1933 inclus.  
(2) Voir pp. 4, 5 et 8, le montant des dépenses réelles ou probables des exercices 1933, 1934 et 1935.

Le tableau IV compare les crédits budgétaires, y compris les crédits supplémentaires alloués pendant les cinq dernières années, aux crédits inscrits dans les budgets pour 1936.

Les budgets des départements ministériels sont en *majoration*, dans leur ensemble, de 697 millions de francs, par rapport au montant des mêmes budgets votés pour l'exercice 1935.

Mais le montant des dépenses inscrites au budget de 1935 doit évidemment être majoré des augmentations de charges qui se seraient révélées inéluctables, toutes autres choses égales d'ailleurs en cours d'exécution, soit 498 millions.

Il eût dû s'élever, en effet, à 10.425 millions. Comme celui de 1936 est de 10.402 millions, les dépenses accusent en réalité au total une *diminution* de 23 millions par rapport à celles de 1935.

TABLEAU V.

A. Agents définitifs.

Dépenses de personnel.

B. Agents temporaires et salariés.

	1934	1935	1936
Traitements et indemnités des Ministres.....fr.	1.621.000	1.676.000	1.833.000
a) Personnel administratif non repris aux rubriques ci-après.. A	816.740.655	734.573.032	806.028.009
B	32.188.518	33.534.777	35.137.960
b) Personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement :			
1° Supérieur .....			
A	26.063.905	24.993.068	27.866.625
B	1.446.696	844.933	937.015
2° Moyen .....			
A	105.580.429	99.407.010	112.451.405
B	1.650.000	1.690.000	1.757.500
3° Normal .....			
A	26.557.775	24.108.545	26.210.880
B	—	—	—
4° Primaire .....			
A	659.803.900	586.596.300	647.507.310
B	—	—	—
Prolongation de la scolarité .....			
A	—	—	21.500.000
5° Militaire .....			
A	3.325.898	2.872.980	2.853.050
B	3.077.794	2.581.870	2.402.450
6° Vétérinaire.....			
A	1.720.950	1.686.440	1.847.988
B	137.990	107.000	131.385
7° Agricole .....			
A	4.682.310	4.526.840	5.074.865
B	669.120	557.515	592.762
8° Professionnel et industriel .....			
A	582.705	564.665	661.865
B	6.078	23.220	23.066
9° Des Beaux-Arts .....			
A	6.797.360	6.326.955	7.245.783
B	190.268	254.993	265.953
c) Personnel des établissements scientifiques (Bibliothèque royale, Observatoire royal, Musée d'histoire naturelle, Archives, Académies).....			
A	9.065.253	8.755.658	9.581.071
B	1.201.643	890.766	999.047
d) Musées .....			
A	5.290.955	4.856.492	5.297.927
B	455.393	392.804	430.403
e) Clergé .....			
A	64.962.297	59.201.415	65.409.400
B	—	—	—
f) Magistrature.....			
A	86.578.724	76.734.394	83.130.664
B	1.648.710	1.439.580	1.659.493
g) Officiers et appointés de l'armée et de la gendarmerie.....			
A	550.129.363	422.476.733	451.517.579
B	1.492.480	1.266.080	1.386.520
h) Corps diplomatique et consulaire .....			
A	12.382.295	11.585.650	13.519.800
B	4.786.000	4.351.500	6.135.000
i) Bâtiments militaires .....			
A	7.035.850	6.592.000	7.192.500
B	642.000	611.810	2.234.000
j) Établissements spéciaux de l'armée (I. C. M., Hôpitaux, Pharmacies, Ateliers de fabrication) .....			
A	8.397.544	7.594.210	8.275.800
B	61.631.933	56.784.688	63.824.210
k) <i>Moniteur</i> .....			
A	304.000	272.595	298.525
B	3.100.000	3.052.225	3.011.500
TOTAUX...fr. A	2.396.002.168	2.083.724.982	2.303.471.046
B	114.324.623	108.383.761	120.928.264
l) Honoraires .....			
A	1.926.660	1.850.248	1.872.850
m) Traitements de disponibilité.....			
A	19.512.691	15.939.727	13.791.164
n) Indemnités pour prestations spéciales .....			
A	49.342.529	42.756.589	44.088.985
o) Secours .....			
A	1.047.575	895.500	860.330
p) Prestations effectuées par des personnes étrangères aux Administrations de l'État .....			
A	859.500	720.000	630.000
q) Transport des personnes attachées aux Départements des Transports et des P. T. T. par la S. N. C. F. B.....			
A	7.774.931	7.233.600	7.133.000
TOTAL DES DÉPENSES DE PERSONNEL...fr.	2.592.411.677	2.263.180.407	2.494.608.639

Il n'en reste pas moins que les budgets des divers ministères, à l'exclusion donc de ceux de la Dette publique, des Dotations et des Non-Valeurs et Remboursements, représentent 5.258 millions dans un total de 10.425 millions. Aussi l'augmentation effective des crédits mis à la disposition des départements ministériels ne s'élève-t-elle qu'à 283 millions (5.521 — 5.238 millions).

La charge des dépenses de personnel s'est relevée de 2.263.180.407 francs à 2.494.608.639 francs. Le ta-

bleau V donne la répartition des dépenses de cette nature.

De leur côté, les pensions continuent à peser lourdement sur le budget. Ce chapitre dépasse de 280 millions les chiffres du budget de 1935, tel qu'il fut voté.

Mais, compte tenu des résultats de l'exercice en cours, d'une erreur de 26 millions survenue dans les calculs relatifs au budget des pensions pour 1935, l'augmentation réelle se chiffre comme suit :

PENSIONS	1934	1935	1936
a) Des mineurs .....	142.940.000	145.900.000	147.450.000
b) De vieillesse .....	594.430.253	464.493.000	589.814.600
c) Aux victimes civiles et militaires de la guerre.....	791.500.000	732.200.000	822.440.000
d) Civiles et militaires d'ancienneté .....	560.619.077	549.068.235	612.011.635
TOTAL DES PENSIONS...	2.089.489.330	1.891.661.235	2.171.716.235

Nous donnons, enfin, en annexe, un tableau établissant la situation de la dette publique au 30 septembre 1935 (voir tableau VI).

\* \* \*

Un mot encore du Budget des recettes et des dépenses extraordinaires.

Conformément à l'article 5 de la loi monétaire du 30 mars 1935, la Banque Nationale de Belgique a réévalué son encaisse-or et devises existant à la date du 29 mars 1935 sur la base de 75 p. c. de la parité ancienne du franc belge, et a transféré au Trésor, en or-métal, les accroissements d'actif résultant de cette opération.

La masse mise ainsi à la disposition du gouvernement atteint, au taux de calcul ci-dessus, 3 milliards 730.000.000 francs. Elle a été portée en recette dans les comptes budgétaires de l'exercice 1935.

En exécution de la Convention passée entre l'Etat et la Banque Nationale de Belgique il a été prélevé sur cette somme, afin de réduire la dette envers l'Institut d'émission, un montant de 345 millions de francs.

En outre, par application de la Convention du 23 mai 1935, la part du Grand-Duché de Luxembourg dans l'accroissement d'actif de la Banque Nationale de Belgique a été versée au « Fonds de remboursement de l'emprunt monétaire de 1922 », soit 133 millions de francs.

Le produit de la réévaluation de l'encaisse de la Banque Nationale, ainsi réduit à 3.252 millions de francs par ces deux prélèvements définitifs, a été utilisé partiellement par le Fonds d'égalisation des changes, doté de 1.125.000.000 francs et par le Fonds de régularisation des rentes, doté de 1 milliard de francs.

Le solde libre de 1.127 millions de francs, constitue un volant de trésorerie affecté à l'exécution des budgets, et spécialement des budgets extraordinaires, qui ne s'alimentent donc plus, provisoirement, par l'emprunt.

C'est aussi sur ces disponibilités qu'a été prélevé le montant du remboursement partiel de 15 millions de florins effectué sur l'emprunt Mendelssohn.

Le budget pour l'exercice 1936 prévoit des crédits pour un montant de 2.303.602.589 francs, dont 1 milliard 182.233.000 francs représentent la partie du programme établi par l'Office de Redressement économique en vue d'accentuer, par l'exécution de travaux publics appropriés, la lutte contre le chômage et 1 milliard 121.369.589 francs le coût de la continuation de travaux déjà entrepris et pour lesquels des crédits furent jusqu'à présent régulièrement votés par le Parlement.

Chacun des chapitres du budget extraordinaire comporte deux sections nettement séparées : celle consacrée au programme de l'Office de Redressement économique est destinée à être plus spécialement couverte — en ce moment — par le produit de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, tandis que l'autre sera, comme par le passé, supportée par l'emprunt.

Le gouvernement se réserve naturellement de procéder, au moment convenable, aux opérations de Trésorerie destinées à faire face aux charges restant à couvrir du Budget extraordinaire de 1935 et à celles de 1936, étrangères à l'activité de l'Office de Redressement économique. Les premières ont été en partie, et continueront d'être, financées par des prélèvements *provisoires* sur la quotité disponible du produit de la réévaluation de l'encaisse. Il en sera de même des crédits extraordinaires prévus au budget de 1936, et qui constituent le prolongement de ceux figurant déjà dans les budgets d'exercices antérieurs.

\* \* \*

Le budget de 1936 se présente donc en équilibre. C'est un résultat digne d'éloges. Il est d'autant plus intéressant que l'évaluation des recettes a été faite avec une prudence qui permet d'entrevoir des amélio-

rations au point de vue du rendement des impôts les plus directement tributaires du développement ascendant de la conjoncture.

Ainsi on a pu obtenir l'équilibre du budget ordinaire sans comprimer à l'excès les dépenses indispensables ou utiles, mais en assignant à certaines dépenses un plafond qui, dans les circonstances actuelles, est tout à fait raisonnable et qui, dans le cas d'une amélioration très nette de la tendance des affaires, ne sera peut-être même pas atteint.

La charge des impôts n'en reste pas moins lourde. Les dégrèvements fiscaux décidés en 1935 n'ont pas été entièrement réalisés. Certes, tels qu'ils ont pu être maintenus pour 1936, ils représentent un allègement de 183 millions de francs au profit des contribuables; mais les conditions dans lesquelles a été éla-

boré le budget n'ont pas permis au gouvernement d'étendre provisoirement ces mesures.

Cependant, la charge fiscale prévue au budget de 1936 sera économiquement plus légère que celle qui est inscrite dans le budget de 1935. Le produit escompté des taxes passe de 8.227 millions de francs en 1935 à 8.912 millions en 1936; l'augmentation est de 8,4 p. c. Or, le gouvernement estime que le revenu national accusera en 1936 une majoration non inférieure à 10 p. c. D'ailleurs, le maintien au niveau actuel des droits fixes, malgré la hausse, représente un allègement indirect des charges, qui, au contraire, s'étaient graduellement alourdies, avec la baisse des prix, jusqu'à fin mars 1935.

Le budget ordinaire pour 1936 marque donc un progrès certain par rapport à celui de l'exercice précédent.



TABLEAU VI.

## Dettes publiques. — Situation au 30 septembre 1935.

DÉSIGNATION DES DETTES	DETTES EXTÉRIEURES PAYABLES EN						DETTE AU 30 SEPTEMBRE 1935	
	Francs français	Livres sterling	Dollars E.-U.	Florins P.-B.	Francs suisses	Couronnes suédoises	Dettes intérieures	Dettes extérieures au cours du 30 septembre 1935
<b>A. — DETTE CONSOLIDÉE.</b>								
<b>a) Intérieure directe :</b>								
Dettes à 2 ½ %	—	—	—	—	—	—	219.959.631	—
Dettes à 3 %, 1 <sup>re</sup> série	—	—	—	—	—	—	416.135.575	—
Dettes à 3 %, 2 <sup>e</sup> série	—	—	—	—	—	—	2.338.766.682	—
Dettes à 3 %, 3 <sup>e</sup> série	—	—	—	—	—	—	193.768.000	—
Dettes à 3 % servitudes militaires	—	—	—	—	—	—	1.108.591	—
Dettes à 5 % de la Restauration Nationale de 1919	—	—	—	—	—	—	3.280.300	—
Dettes à 5 % à prime de 1920 (jusqu'à 1935)	—	—	—	—	—	—	9.869.000	—
Dettes à 6 % de consolidation de 1921	—	—	—	—	—	—	6.746.700	—
Dettes 5 % 1925	—	—	—	—	—	—	1.619.300	—
Dettes unifiées 4 %, 1 <sup>re</sup> série	—	—	—	—	—	—	8.089.493.097	—
Dettes unifiées 4 %, 2 <sup>e</sup> série	—	—	—	—	—	—	7.911.488.575	—
Dettes envers la Banque Nation. de Belgique pour le retrait des marcs.	—	—	—	—	—	—	500.000.000	—
Obligations décennales 5 % de 1931	—	—	—	—	—	—	170.000	—
Emprunt 5 % de 1931 de 1.000.000.000 de francs	—	—	—	—	—	—	1.404.000	—
Emprunt à lots de 1932 de 1.000.000.000 de francs	—	—	—	—	—	—	1.043.472.225	—
Emprunt à lots de 1933 de 1.500.000.000 de francs	—	—	—	—	—	—	1.570.363.950	—
<b>b) Intérieure indirecte :</b>								
Actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges	—	—	—	—	—	—	4.984.255.000	—
Annuités pour rachats de chemins de fer (capitalisation)	—	—	—	—	—	—	312.437.608	—
Annuités à payer au Crédit Communal (capitalisation)	—	—	—	—	—	—	590.614.372	—
Emprunt Crédit Communal 6 % de 300.000.000 de francs	—	—	—	—	—	—	293.980.000	—
Lloyd Royal Belge (obligations à 4 % et à 6 %)	—	—	—	—	—	—	20.881.000	—
Emprunt 4 % à lots des Régions dévastées, de 1921	—	—	—	—	—	—	993.890.000	—
Emprunt à lots des Régions dévastées, de 1922	—	—	—	—	—	—	1.043.974.487	—
Emprunt à lots des Régions dévastées, de 1923	—	—	—	—	—	—	1.044.300.025	—
Emprunts 6 % de l'Association Nationale des Industr. et Commerç.	—	—	—	—	—	—	635.000	—
Emprunt 6 % de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché	—	—	—	—	—	—	37.000	—
<b>c) Extérieure :</b>								
Dettes 3 % 4 <sup>e</sup> série (jusqu'à 1939)	—	2.208.820	—	—	—	—	—	321.065.792
Emprunt 6 ½ % de \$ 30.000.000 (1 <sup>er</sup> septembre 1949)	—	—	9.217.000	—	—	—	—	272.731.030
Emprunt 6 % de \$ 50.000.000 (1 <sup>er</sup> janvier 1955)	—	—	12.727.300	—	—	—	—	376.600.807
Emprunt 7 % de \$ 50.000.000 (1 <sup>er</sup> juin 1955)	—	—	10.690.500	—	—	—	—	316.331.895
Dettes contractées pendant la guerre envers le Gouvernement des États-Unis	—	—	161.780.000	—	—	—	—	4.787.070.200
Dettes contractées après l'armistice envers le Gouvernement des États-Unis	—	—	238.900.000	—	—	—	—	7.069.051.000
Emprunt 5 ½ % de 800.000.000 de francs français de 1932	746.770.000	—	—	—	—	—	—	1.456.201.500
Emprunt 5 ½ % de 600.000.000 de francs français de 1934	593.690.000	—	—	—	—	—	—	1.157.695.500
Emprunt 5 % de conversion de 475.000.000 de francs français	475.000.000	—	—	—	—	—	—	926.250.000
Crédits anglais de Reconstruction Nationale	—	9.000.000	—	—	—	—	—	1.308.206.250
Emprunt 7 % de stabilisation de 1926	—	7.797.000	12.878.500	—	28.828.000	8.266.000	—	1.853.904.573
Frais d'internement en Hollande des troupes belges	—	—	—	10.375.000	—	—	—	207.873.500
Emprunt 4 ½ % de fl. P.-B. 45.000.000 de 1930	—	—	—	45.000.000	—	—	—	901.620.000
<b>TOTAUX...</b>	<b>1.815.460.000</b>	<b>19.005.820</b>	<b>446.193.300</b>	<b>55.375.000</b>	<b>28.828.000</b>	<b>8.266.000</b>	<b>31.592.650.118</b>	<b>20.954.602.047</b>

52.547.252.165

TABLEAU VI (suite).

## Dette publique. — Situation au 30 septembre 1935. (Suite.)

DÉSIGNATION DES DETTES	DETTES EXTÉRIEURES PAYABLES EN						DETTE AU 30 SEPTEMBRE 1935	
	Francs français	Livres sterling	Dollars E.-U.	Florins P.-B.	Francs suisses	Couronnes suédoises	Dettes intérieures	Dettes extérieures au cours du 30 septembre 1935
<i>B. — DETTE A COURT ET A MOYEN TERMES.</i>								
<i>a) Intérieure :</i>								
Bons du Trésor à 5 ans (échéance 1 <sup>er</sup> octobre 1937) .....	—	—	—	—	—	—	830.000.000	—
Obligations du Trésor 6 % à 5 ans .....	—	—	—	—	—	—	1.305.000	—
Bons du Trésor 4 % à 5 ans .....	—	—	—	—	—	—	600.000.000	—
Bons du Trésor à court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Dotation des combattants .....	—	—	—	—	—	—	270.743.329	—
<i>b) Extérieure :</i>								
Bons du Trésor 4 % émis en Hollande .....	—	—	—	60.000.000	—	—	—	1.202.160.000
TOTAUX...fr.	—	—	—	60.000.000	—	—	1.702.048.329	1.202.160.000
							2.904.208.329	
TOTAL DE LA DETTE...fr.	1.815.460.000	19.005.820	446.193.300	115.375.000	28.828.000	8.266.000	33.294.698.447	22.156.762.047
							55.451.460.494	

COURS DU 30 SEPTEMBRE 1935.

Fr. fr. = belgas .....	39,—	= fr. 195,—
£ = » .....	29,07 1/8	= fr. 145,35625
\$ = » .....	5,9180	= fr. 29,59
Fl. = » .....	4,0072	= fr. 20,035
Fr. ss. = » .....	1,9253	= fr. 9,6265
Kr. s. = » .....	1,4995	= fr. 7,4975

## CHRONIQUE

**Le marché des céréales en octobre 1935.** — Le marché du blé a été déprimé durant tout le mois.

La Russie a donné le ton par ses exportations massives atteignant 220.000 tonnes en quatre semaines.

Partageant avec la Chine la politique de laisser ignorer l'importance de sa récolte, elle interdit l'établissement de statistiques complètes des excédents exportables mondiaux; de sorte qu'il faut attendre le rythme de ses expéditions en automne pour juger de ses capacités de participation au mouvement général.

Son blé soutient la comparaison avec celui du Canada au point de vue de la teneur en gluten; il est recherché même par les pays souffrant d'une production pléthorique en blés tendres; la France, par exemple, qui, en ce moment, surtout pour des raisons politiques, importe du blé russe tout en cherchant par tous les moyens à exporter son blé tendre en excès.

Les autres facteurs qui contribuèrent à rendre le marché très calme sont à rechercher dans l'apaise-

ment de la tension politique que provoqua le conflit italo-abyssin; puis les élections au Canada qui, avec le retour des libéraux au pouvoir, font prévoir un abandon ou tout au moins un relâchement de l'étatisme en matière économique. Si l'on ignore encore le sort réservé au *Wheat Board*, une réduction du prix minimum pour le blé est à prévoir sûrement et dès à présent, cette incertitude, jointe à l'influence des exportations russes, a provoqué la baisse.

A l'approche des récoltes de l'hémisphère sud, les perspectives se sont améliorées tant en Argentine qu'en Australie, grâce à des pluies opportunes; en Argentine, pour autant que le temps reste favorable, une capacité variant entre 1.500.000 à 2.000.000 de tonnes est prévue pour l'exportation, en comparaison de 2.400.000 tonnes l'année dernière.

Par contre, en Australie, on s'attend à un rendement supérieur à celui de l'an dernier.

*Tableau des variations des cours entre fin septembre et fin octobre 1935.*

BLÉ A ANVERS	30 septembre 1935	31 octobre 1935
Manitoba n° 2 Atlantique .....	\$ 3,73 ou fr. 110,40	\$ 3,60 ou fr. 107,05
Manitoba n° 2 Atlantique flot 20,10 .....	\$ 3,68 ou fr. 108,90	
Manitoba n° 2 Pacifique .....	\$ 3,64 ou fr. 107,70	\$ 3,58 ou fr. 106,45
Azima Novorossisk 79/80 Kg. .... fr.	101,—	95,—
Baruso 79 Kg. ....	91,25	93,—
Rosafe 79 Kg. ....	95,—	97,50
Bahia 80 Kg. ....	93,—	93,50
Bahia 80 Kg., départ 5 octobre .....	92,25	94,—
Bahia 80 Kg., nouv. janvier/février .....	89,50	87,75

**L'évolution du commerce extérieur britannique de 1913 à 1933.** — Sir George Schuster a publié récemment dans la *Nineteenth Century* une étude détaillée consacrée à la politique économique et financière de la Grande-Bretagne. On y trouve quelques chiffres caractéristiques de l'évolution du commerce extérieur britannique de 1913 à 1933 :

**Charbon :** réduction des exportations de 73.500.000 T. à 39.000.000 de tonnes et de 51.000.000 à 31.000.000 de livres sterling.

**Coton :** réduction des exportations de pièces, passant de plus de 7 milliards de yards à 3 milliards environ, et réduction, pour tous les produits manufacturés, de 122.500.000 à 58.500.000 livres sterling,

**Navires :** réduction de la valeur des exportations de 11.000.000 à 2.500.000 livres sterling.

**Matériel de chemin de fer et locomotives :** réduction de la valeur des exportations de 13.000.000 à environ 2.000.000 de livres sterling.

**Ouvrages en fer et en acier (autres que le matériel de chemins de fer, les feuilles et les tubes) :** réduction de 37.000.000 à 16.000.000 de livres sterling.

Néanmoins, l'utilisation des services sociaux s'est élevée pendant la même période d'environ 63.000.000 de livres sterling à plus de 490.000.000 de livres, tandis que le niveau de vie s'est accru, ainsi que le montre l'augmentation de la consommation de denrées alimentaires.

*Indice de la consommation de certaines marchandises  
au Royaume-Uni par tête d'habitant.*

Base : 1909-1913.

	1924-1928	1934
Farine de froment .....	94	93
Viande .....	99	106
Beurre .....	100	157
Margarine .....	200	133
Fruits .....	149	188
Légumes (autres que pommes de terre) .....	130	164
Œufs .....	115	146
Sucre .....	115	123
Thé .....	146	138

Les chiffres suivants permettent une comparaison similaire pour la Belgique. Il y a lieu toutefois de

retenir que des modifications ayant été apportées à la nomenclature du tarif douanier entre 1913 et 1933, toutes les rubriques ne sont pas exactement comparables d'une époque à l'autre.

*Consommation de divers produits en Belgique  
par tête d'habitant.*

(1933 en p. c. de 1913.)

	1913	1933
Bières .....	100	77,3
Froment et farine de froment .....	100	71,6
Viandes .....	100	101,—
Margarine .....	100	280,—
Sucre .....	100	153,—
Café .....	100	83,1
Pommes de terre .....	100	109,5

*Principales exportations de la Belgique.*

	QUANTITÉS (tonnes)		VALEURS (milliers de francs-or)	
	1913	1933	1913	1933
Engrais (y compris les engrais chimiques) .....	1.091.143	1.546.843	51.895	83.578
Cuivre brut .....	17.440	64.213	30.756	43.897
Fer et acier non ouvrés .....	336.592	663.505	33.798	34.003
Huiles minérales .....	114.380	379.565	34.518	37.818
Houille crue et carbonisée .....	6.738.055	5.034.976	139.054	106.305
Laines en suint lavées à fond et peignées .....	98.972	81.899	377.230	127.331
Chanvre et lin bruts et teillés .....	84.704	52.978	131.047	40.452
Produits chimiques .....	625.628	455.904	94.957	51.297
Tissus de coton .....	28.188	21.773	85.497	101.423
Fer et acier battus, étirés ou laminés .....	1.192.240	2.656.600	201.977	299.084
Autres ouvrages en fer et en acier .....	199.443	166.164	65.761	52.941
			1.246.490	978.129
EXPORTATIONS TOTALES...			3.715.814	2.059.266
P. c. des exportations envisagées aux exportations totales....			33,5 %	47,5 %

## BOURSE DE BRUXELLES

### MARCHE DES CHANGES.

Après une longue période d'accalmie, le marché du franc français subit à nouveau, depuis quelques jours, une vive pression. Sur notre place, le cours s'est vu rapidement ramené de 39 belgas, auquel il se trouvait au début de la quinzaine, à 38,92. Des importations de métal, possibles à partir de 38,97, se sont immédiatement produites. Consécutivement à ce fléchissement, toute la cote a reculé dans une mesure plus ou moins large. La réaction a été particulièrement vive pour le florin et le franc suisse. La première de ces devises, qui cotait il y a quarante-huit heures 401,61, se replia à 399,19; l'autre fléchit en même temps de 192,15 à 191,18. Ainsi que pour le franc français, ces cours permettent l'arbitrage contre or.

Les devises anglo-saxonnes, largement demandées sur le marché international, notamment à Paris, se sont, de ce fait, montrées résistantes sur notre propre marché. Mais alors que le dollar est pratiquement inchangé à 5,91 1/2, la livre s'est portée de 29,11 à 29,17 1/4. Cette avance est marquée dans le rapport actuel entre les deux devises qui est de 4,93 1/2, contre 4,91 7/8 il y a quinze jours.

Le reichsmark a rétrogradé de 238,32 à 237,51; comme d'habitude, depuis la reprise des paiements commerciaux directs entre les deux pays, les échanges ont été assez animés à chaque séance. Le change sur Madrid, après avoir atteint 80,86, s'est replié à 80,63; il s'est ensuite inscrit à 80,70. La lire italienne a eu un marché languissant. Le cours n'a pas dépassé en moyenne le niveau de 48. Depuis le 21 novembre, toutes les transactions sont suspendues en raison de l'interruption en Italie des transferts ordonnés d'ordre ou pour compte d'établissements bancaires étrangers.

Les devises scandinaves dépassent quelque peu, actuellement, les cours auxquels elles se trouvaient il y a quinze jours. Cette avance est en relation plus ou moins proportionnelle avec celle de la livre. La couronne tchécoslovaque a fléchi de 24,52 à 24,48 et le zloty de 111,50 à 111,40. Même tendance en ce qui concerne le dollar canadien, qui est descendu de 5,86 3/4 à 5,84 7/8.

Le marché du terme a épousé, mais en l'accentuant, la tendance qui a prévalu au comptant. La perte subie par le franc français, le florin et le franc suisse s'est très sensiblement élargie. Pour la première devise, le déport est passé de 0,90 à 1,725 belga; pour la seconde, de 8,50 à 11 belgas et la troisième, de 4 à 6 belgas, pour 100 unités. En ce qui concerne la livre et le dollar, la moins-value par rapport au comptant est actuellement de l'ordre de 0,085 et 0,005, soit, à peu de chose près, ce qu'elle était il y a deux semaines.

La physionomie du marché de l'argent ne s'est pas modifiée. L'argent à court terme est toujours très abondant. Les possibilités de placement au jour le jour sont pratiquement nulles. Quant à l'escompte, il a été pratiqué hors banque à 1 7/8 p. c. maximum.

Le 23 novembre 1935.

### MARCHE DES TITRES.

#### Comptant.

La tendance du marché des titres à revenu variable est nettement meilleure. Le volume des transactions s'amplifie et nombre de valeurs sont en hausse très sensible. De leur côté, les rentes belges, dans un marché très large, sont également très appréciées.

Ci-après, tableau comparatif des cours pratiqués les 18 novembre et 31 octobre :

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 2<sup>e</sup> série, 76,50-77; 4 p. c. Dette Unifiée 1<sup>re</sup> série, 91,85-91,70; 4 p. c. Dette Unifiée 2<sup>e</sup> série, 91,75-91,60; 3,5 p. c. Bons du Trésor à 5 ans 1932, 105,65-105,95; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1932, 535-528; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1933, 1070-1052; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 242-240,50; 4 p. c. Dommages de Guerre 1922, 252-249; 4 p. c. Dommages de Guerre 1923, 517-514.

Aux assurances et banques : Assurances Générales sur la Vie, 6550-6500; Banque du Congo Belge, 1325-1235; Banque Nationale de Belgique, 1880-1885; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 2575-2500; Banque des Colonies, 211-219; Brufina, 985-990; part sociale Société Belge de Banque, 1250-1065; part de réserve Société Générale de Belgique, 3600-3425.

Aux entreprises mobilières et immobilières, hypothécaires et hôtelières : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 11575-10250; action de capital Hypothécaire Belge-Américaine, 4140-4060; action de dividende idem, 8300-8025.

Aux chemins de fer et canaux : action privilégiée 6 p. c. Katanga, 865-832,50; action privilégiée 6 p. c. Vicinaux du Congo, 500-505; action privilégiée Braine-Comte à Gand, 2290-2250; action de dividende idem, 5850-5925; action de jouissance Welkenraedt, 15725-15800.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de dividende Bruxellois, 5550-5375; Le Caire, 407,50-420; action de dividende Pays de Charleroi, 855-837,50; 1/100 de part de fondateur Rosario, 159-90; part sociale Vicinaux Hollandais se répète à 220.

Aux tramways et électricité (trusts) : part sociale Compagnie Belge de Chemins de fer et Entreprises, 817,50-750; 1/10 de part de fondateur Electrafina, 547,50-525; action de capital Electrobél, 1970-1705; action de capital Electrorail, 1395-1270; action privilégiée Electrotrust, 800-820; action privilégiée Engetra, 1090-1085; action privilégiée Sidro, 515-495; Traction et Electricité, 1565-1440.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : part sociale Société Bruxelloise du Gaz, 1695-1660; 1/10 de part de fondateur Electricité du Borinage, 3090-3050; part de fondateur Electricité de la Dendre, 3750-3670; action de dividende Electricité de l'Escaut, 5925-5600; 1/10 de part de fondateur Electricité de l'Ouest de la Belgique, 3040-3025; part de fondateur Electricité du Pays de Liège, 3575-3675; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 10900-10275.

**Aux industries métallurgiques :** Baume et Marpent (coupon n° 54 de 300 fr. détaché), 7725-7900; action de capital Fabrique de Fer de Charleroi, 1340-1005; Forges de Clabecq, 35275-35400; Espérance-Longdoz, 2795-2545; Ougrée-Marihaye, 550-525; Phénix-Works, 742,50-777,50; Providence, 12200-12050; action ordinaire Sambre-et-Moselle, 1210-1020.

**Aux charbonnages :** Amercœur, 2860-2930; part sociale Bonne-Espérance à Lambusart, 1685-1745; Centre de Jumet, 4810-4630; Gouffre, 12800-12500; Maurage, 6625-6075; Noël-Sart-Culpart (coupon n° 68 de fr. 227,40 détaché), 7675-7475; Sacré-Madame, 4600-4510; Wériste, 4175-4060; Willem-Sophia, 3240-3050.

**Aux zincs, plombs et mines :** Asturienne des Mines, 166-161; Overpelt-Lommel-Corphalie, 620-455; part sociale Métallurgique de Prayon, 1130-1070; Vieille-Montagne, 2015-1870.

**Aux glacières :** Auvelais, 24375-22850; 1/5 d'action Charleroi, 4660-4410; Saint-Roch, 19000-18700.

**Aux verreries :** action privilégiée Bennert-Bivort, 327,50-290; Hamendes, 322,50-252,50; part sociale Industrie Mécanique du Verre « Aniche », 365-335; Mariemont, 565-515.

**Aux industries de la construction :** action de capital Cannon Brand, 235-210; Carrières de Porphyre de Quenast, 1700-1455; Carrières Unies de Porphyre, 5025-5025.

**Aux industries textiles et soieries :** action de dividende Etablissements Américains Gratry, 2950-2725; La Vesdre, 560-535; Linière Gantoise, 3260-3050; Linière La Lys, 8500-8375; part sociale Soie Viscose, 1500-1350.

**Aux produits chimiques :** part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 1625-1640; Laeken, 2250-2150; action de capital Sidac, 1100-1000; Vedrin, 607,50-550.

**Aux entreprises coloniales :** part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 2875-2575; action privilégiée Katanga, 31175-30175; action ordinaire idem, 31100-30100; action privilégiée Kilo-Moto, 1600-1530; action privilégiée Union Minière du Haut-

Katanga, 3055-2925; Brasseries du Katanga série B, 725-700; action de capital Ciments du Katanga, 960-935; Sogefor, 630-670; Trabeka, 1345-1035; action de capital Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1777,50-1630; Synkin, 705-697,50.

**Aux plantations :** part de fondateur Fauconnier et Posth, 425-407,50; part de fondateur Hallet, 3125-3162,50; part de fondateur Nord de Sumatra, 1390-1450.

**Aux alimentations :** Moulins La Royale, 5095-4950; action de jouissance Moulins des Trois-Fontaines, 9400-9750; action de capital Spa-Monopole, 425-440.

**Aux brasseries :** Haecht, 2240-2250; Koekelberg, 3050-3090; Brasseries du Lion, 1700-1630.

**Aux industries diverses :** part sociale Bougies de la Cour (coupon n° 15 de fr. 56,85 détaché), 1150-1210; 1/9 d'action ordinaire Anciens Etablissements De Naeyer, 1425-1190; part sociale Englebert, 905-900; part de fondateur Grands Magasins de l'Innovation, 3250-3000; part de fondateur Etablissements Saint-Sauveur, 2395-1800.

**Aux actions étrangères :** Nitrate Railways, 410-378; Rio-Tinto, 2925-2525; action de dividende Cairo-Héliopolis, 1250-1217,50; Chade, A, B, C, 8925-8425; Sévillane d'Electricité, 1820-1815; action ordinaire Acieries de Longwy, 435-415; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1815-1750; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 16275-15400; part bénéficiaire Electricité de Paris, 22950-22700; part bénéficiaire Parisienne, 2985-2890; part de fondateur Exploitations aux Indes Orientales, 4600-4660; action ordinaire Royal Dutch, 42950-41500; Arbed, 5400-5240.

#### Terme.

Arbed, 5380-5275; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1825-1770; Barcelona Traction, 412,50-382,50; Brazilian Traction, 278,75-225; Chade, 1765-1650; Electrobél, 1955-1720; Géomines, 655-650; Héliopolis, 1375-1370; Kilo-Moto, 393,75-362,50; Pétrofina, 600-585; Royal Dutch, 4300-4165; Securities, 135-111; action privilégiée Union Minière du Haut-Katanga, 3060-2945.

# STATISTIQUES

## MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

### I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES	Taux officiels (B. N. de B.)			Taux « hors banque »		Taux du « call money »		Taux des reports (1)	
	escompte d'acceptat. et de traites domiciliées	escompte de traites non domic. et de promesses	prêts et avances sur fonds publics nationaux	papier commercial	papier financier	en compensation	marché	sur valeurs au comptant	sur valeurs à terme
6 novembre 1935....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
7 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
8 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
12 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
13 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
14 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
15 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
16 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
18 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
19 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
20 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50

(1) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

### II. — Taux des dépôts en banque.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinzaine	Compte de dépôts à :					Caisse Gén.d'Epargne et de Retraite	
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans et plus	jusque 20.000 francs	au delà de 20.000 fr.
<b>A. Au 20 novembre 1935 :</b>									
Banque de la Société Générale.	0,50	1,50	1,75	1,90	2,—	—	—	—	—
Banque de Bruxelles .....	0,50	1,50	1,75	1,90	2,—	3,—	—	—	—
Caisse de Reports .....	0,50	1,52	—	1,90	2,—	—	—	—	—
Kredietbank voor Handel en Nijverheid .....	0,75	1,50	1,75	1,90	2,—	—	—	—	—
Société Belge de Banque .....	0,50	1,50	1,75	1,90	2,—	—	—	—	—
Soc. Nation. de Crédit à l'Ind.	—	—	—	2,25	2,50	3,—	3,25	—	—
<i>Caisse Gén. d'Eparg. et de Retr.</i>	—	—	—	—	—	—	—	3,—	2,—
<b>B. Taux annuels et mensuels :</b>									
1933 .....	1,—	(*) 2,34	(**) 2,40	(**) 2,50	(**) 2,75	(***) 3,75	(***) 4,—	3,—	2,—
1934 .....	0,92	2,07	2,27	2,33	2,54	3,59	3,84	3,—	2,—
1934 Août .....	1,—	2,01	2,40	2,40	2,60	3,75	4,—	3,—	2,—
Septembre .....	0,75	1,931	2,—	2,08	2,24	3,75	4,—	3,—	2,—
Octobre .....	0,75	1,8235	2,—	2,08	2,24	3,41	3,66	3,—	2,—
Novembre .....	0,75	1,86	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
Décembre .....	0,75	1,91	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
1935 Janvier .....	0,75	1,90	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
Février .....	0,75	1,95	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
Mars .....	0,75	1,99	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
Avril .....	0,75	1,99	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
Mai .....	0,75	1,97	2,—	2,08	2,24	3,—	3,25	3,—	2,—
Juin .....	0,50	1,70	1,75	1,90	2,—	3,—	3,25	3,—	2,—
Juillet .....	0,50	1,63	1,75	1,90	2,—	3,—	3,25	3,—	2,—
Août .....	0,50	1,60	1,75	1,90	2,—	3,—	3,25	3,—	2,—
Septembre .....	0,50	1,55	1,75	1,90	2,—	3,—	3,25	3,—	2,—
Octobre .....	0,50	1,54	1,75	1,90	2,—	3,—	3,25	3,—	2,—

(\*) Taux du compte de quinzaine à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts (deuxième quinzaine du mois).

(\*\*) Moyenne des taux appliqués dans les cinq premières banques mentionnées ci-dessus.

(\*\*\*) Moyenne des taux appliqués à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES.

I. — Cours quotidiens.

DATES	LONDRES 1 £ = 48,611 b.	PARIS 100 fr. = 39,135 b.	NEW-YORK (câble) 1 \$ = 5,896 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 401,5083 b.	GENÈVE 100 fr. = 192,736 b.	MADRID 100 P. = 192,736 b.	ITALIE 100 lires = 52,5726 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 267,689 b.	OSLO 100 cr. = 267,689 b.	COPENHAGUE 100 cr. = 267,689 b.	PRAGUE 100 Kc. = 24,6628 b.	MONTREAL 1 \$ = 9,8888 b.	BERLIN 100 M. = 237,946 b.	VARSOVIE 100 zl. = 112,056 b.
6 novemb. 1935	29,14375	39,0025	5,92125	402,18	192,48	80,80	48,20	150,275	146,45	130,19	24,52	5,8875	238,20	111,60
7 —	29,1060	38,93	5,91875	401,96	192,32	80,79	48,10	150,05	146,225	129,975	24,51	5,86	238,13	111,375
8 —	29,135	38,97375	5,9170	401,75	192,30	80,77	48,—	150,19	146,41	130,10	24,51	5,86	238,—	111,25
12 —	29,13125	38,965	5,91625	401,75	192,45	80,75	48,05	150,175	146,30	130,10	24,50	5,8575	238,—	111,40
13 —	29,11	38,98125	5,9180	401,86	192,42	80,78	48,05	150,05	146,20	129,95	24,50	5,8575	238,11	111,40
14 —	29,12	38,97875	5,91875	401,89	192,44	80,78	47,99	150,15	146,41	130,05	24,50	5,85	238,10	111,40
15 —	29,15375	39,01	5,92375	402,18	192,61	80,86	48,12	150,35	146,50	130,23	24,52	5,8575	238,32	111,525
18 —	29,1175	39,00875	5,9225	402,15	192,51	80,86	48,05	150,1375	146,30	130,05	24,51	5,8550	238,27	111,50
19 —	29,10625	38,975	5,9175	401,76	192,25	80,75	47,90	150,10	146,40	129,975	24,48	5,84125	238,—	111,35
20 —	29,125	38,95875	5,915	401,61	192,15	80,74	48,—	150,20	146,275	130,10	24,48	5,84125	237,95	111,425

N. B. — Les nouvelles parités mentionnées ci-dessus sont celles qui résultent de la dévaluation du belga, suivant arrêté royal du 31 mars 1935.

II. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR.		POUR 1 \$		POUR 100 FLORINS	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
<i>à 1 mois :</i>								
6 novembre 1935.....	D 0,035	D 0,03	D 0,25	—	—	D 0,003	D 2,80	—
7 —	D 0,035	D 0,03	—	D 0,22	D 0,004	D 0,002	D 2,80	D 2,20
8 —	D 0,035	D 0,03	D 0,24	D 0,21	D 0,003	—	D 2,40	D 2,—
12 —	D 0,04	D 0,035	D 0,28	D 0,26	D 0,004	D 0,002	D 2,80	D 2,40
13 —	D 0,035	D 0,03	D 0,225	D 0,21	—	D 0,003	D 2,40	—
14 —	D 0,030	D 0,0245	—	D 0,21	—	D 0,0035	D 2,20	—
15 —	D 0,030	D 0,0275	D 0,30	D 0,27	—	D 0,003	D 2,20	—
16 —	D 0,030	D 0,025	D 0,37	D 0,34	D 0,002	—	D 2,—	D 1,60
18 —	D 0,035	D 0,03	D 0,35	D 0,32	D 0,00275	—	D 2,20	—
19 —	D 0,03	—	D 0,31	D 0,28	D 0,0025	—	D 2,—	D 1,40
20 —	D 0,0375	D 0,03	D 0,40	D 0,35	D 0,002	—	D 2,—	D 1,60
<i>à 3 mois :</i>								
6 novembre 1935.....	D 0,1225	D 0,12	D 0,90	—	D 0,011	D 0,009	D 8,60	—
7 —	D 0,125	D 0,12	D 0,90	D 0,86	D 0,01	D 0,006	D 7,80	—
8 —	D 0,115	D 0,105	D 0,92	D 0,88	D 0,008	D 0,006	D 8,20	D 7,60
12 —	D 0,115	D 0,11	D 1,—	D 0,96	D 0,01	D 0,006	—	D 8,—
13 —	D 0,115	D 0,1075	D 0,93	D 0,89	D 0,01	D 0,007	D 8,20	D 7,80
14 —	D 0,115	D 0,11	—	D 0,93	—	D 0,008	D 8,20	D 7,80
15 —	D 0,11	D 0,105	—	D 1,08	D 0,0075	D 0,006	D 8,20	D 7,60
16 —	D 0,105	D 0,095	D 1,09	D 1,05	D 0,005	—	D 8,—	D 7,—
18 —	D 0,085	D 0,0775	D 0,98	D 0,95	D 0,0055	—	D 8,—	—
19 —	D 0,08	D 0,075	D 1,01	D 0,99	D 0,0045	—	D 8,—	D 7,20
20 —	—	D 0,08	D 1,16	D 1,12	D 0,004	—	D 7,60	D 7,—
<i>Moyenne des cotations antérieures (à 3 mois) :</i>								
1933 .....	R 0,0336	R 0,0386	D 0,0221	D 0,0128	D 0,0481	D 0,0416	D 1,2074	D 0,9312
1934 .....	R 0,1027	R 0,1089	R 0,0392	R 0,0475	R 0,0104	R 0,0126	R 0,9057	R 1,0775
1934 Août .....	R 0,0639	R 0,0696	R 0,0845	R 0,0897	R 0,0079	R 0,0096	R 0,7731	R 0,9348
Septembre .....	R 0,0414	R 0,0474	R 0,0699	R 0,0769	R 0,0033	R 0,0048	R 0,6906	R 0,8125
Octobre .....	R 0,1314	R 0,1436	R 0,1910	R 0,2022	R 0,0193	R 0,0225	R 1,9092	R 2,1110
Novembre .....	R 0,3926	R 0,4021	R 0,4623	R 0,4686	R 0,0689	R 0,0729	R 4,8142	R 5,1318
Décembre .....	R 0,2487	R 0,2635	R 0,3019	R 0,3172	R 0,0463	R 0,0495	R 3,0130	R 3,3260
1935 Janvier .....	R 0,2494	R 0,2608	R 0,2523	R 0,2690	R 0,0472	R 0,0508	R 3,1500	R 3,4770
Février .....	R 0,3033	R 0,3279	R 0,3024	R 0,3117	R 0,0622	R 0,0651	R 3,4040	R 3,7480
Mars .....	R 0,6264	R 0,5612	R 0,7412	R 0,6304	R 0,1270	R 0,1130	R 7,6830	R 6,8714
Avril .....	D 0,1469	D 0,1220	D 0,4850	D 0,4655	D 0,0252	D 0,0247	D 13,2570	D 12,4047
Mai .....	D 0,2546	D 0,2381	D 1,1971	D 1,1212	D 0,0429	D 0,0363	D 13,7650	D 12,7220
Juin .....	D 0,2609	D 0,2520	D 1,5975	D 1,4546	D 0,0327	D 0,0268	D 12,9400	D 12,6700
Juillet .....	D 0,1160	D 0,1620	D 1,1640	D 1,1310	D 0,0167	D 0,0105	D 11,5440	D 11,9500
Août .....	D 0,1335	D 0,1288	D 0,8923	D 0,8421	D 0,0118	D 0,0095	D 12,6810	D 11,7910
Septembre .....	D 0,1132	D 0,1048	D 0,7381	D 0,7080	D 0,0089	D 0,0066	D 15,4050	D 14,1530
Octobre .....	D 0,1251	D 0,1185	D 0,6320	D 0,5990	D 0,0068	D 0,0057	D 10,7550	D 9,9700



## INDICES DES PRIX.

DATES	INDICES SIMPLÉS DES PRIX DE DÉTAIL EN BELGIQUE (1) (Base : avril 1914 = 100)						INDICES DU COUT DE LA VIE EN BELGIQUE 3 <sup>e</sup> CATÉGORIE (Base : 1921 = 100)		
	Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Pour le royaume		Alimen- tation	Ensemble	
					en fr.-nouv.	en fr.-or (2)			
1933	plus haut .....	758	757	695	705	724	104	159	187
	plus bas .....	728	728	668	683	695	100	144	177
	moyenne .....	740	738	677	693	705	102	152	181
1934	plus haut .....	733	733	665	684	695	100	152	181
	plus bas .....	676	696	622	636	653	94	133	167
	moyenne .....	696	707	636	653	666	96	144	174
1934	Août .....	691	701	630	647	659	95	144	174
	Septembre .....	687	703	634	651	660	95	147	176
	Octobre .....	692	706	630	654	664	96	150	178
	Novembre .....	687	706	634	650	663	96	152	178
	Décembre .....	676	696	622	636	653	94	145	174
1935	Janvier .....	668	686	614	630	642	93	143	173
	Février .....	654	674	605	617	632	91	140	170
	Mars .....	644	664	587	606	621	89	131	164
	Avril .....	655	673	600	617	629	(2) 65	134	167
	Mai .....	661	681	613	626	638	66	136	168
	Juin .....	673	691	622	635	649	67	141	172
	Juillet .....	675	696	626	642	654	68	143	174
	Août .....	685	701	633	649	662	69	147	176
	Septembre .....	695	714	646	663	670	70	155	181
	Octobre .....	708	727	657	674	684	71	164	187

DATES	INDICES DES PRIX DE GROS							
	Belgique (Ministère de l'Industrie et du Travail) Base : avril 1914	Angleterre (B. of Trade) Base : 1930 (3)	Allemagne (Statistisches Reichsamtl) Base : 1913	États-Unis (B. of Labor) Base : 1926	France (Statistique Générale de la France) Base:juil.1914	Pays-Bas (Bur. central de Statistique) Base : 1913		
	fr.-nouveaux	francs-or (2)						
1933	plus haut .....	521	75	88	96	71	397	77
	plus bas .....	484	70	83	91	60	382	71
	moyenne .....	501	72	86	93	66	388	74
1934	plus haut .....	484	70	89	101	78	388	80
	plus bas .....	466	67	87	96	72	344	76
	moyenne .....	473	68	88	98	75	366	78
1934	Août .....	474	68	89	100	76	363	78
	Septembre .....	470	68	88	100	78	360	77
	Octobre .....	467	67	88	101	76	352	77
	Novembre .....	466	67	87	101	76	349	77
	Décembre .....	468	67	88	101	77	344	77
1935	Janvier .....	472	68	88	101	79	349	78
	Février .....	466	67	88	101	79	349	77
	Mars .....	464	67	87	101	79	344	75
	Avril .....	531	(2) 55	87	101	80	346	76
	Mai .....	552	57	88	101	80	353	75
	Juin .....	555	58	88	101	80	344	75
	Juillet .....	553	57	88	102	79	334	74
	Août .....	552	57	88	102	80	343	73
	Septembre .....	560	58	90	102		346	
	Octobre .....	574	60	91				

(1) Indice au 15 de chaque mois.

(2) Jusqu'en mars 1935, sur la base du taux de stabilisation en 1926; à partir d'avril 1935, sur la base du taux de dévaluation.

(3) En décembre 1934, l'ancien indice ramené à l'année 1930 était 87,2.

LA CONSOMMATION EN BELGIQUE.

INDICES DES CHIFFRES D'AFFAIRES  
Base : moyenne mensuelle de 1927 = 100 (\*).

PÉRIODES	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers (*)		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934
Novembre .....	72	68	85	76	129	105	117	112	55	55	116	109	125	126
Décembre .....	86	74	130	99	148	144	132	121	60	54	134	122	131	114
	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935
Janvier .....	65	55	90	82	89	85	110	107	55	51	124	113	133	123
Février .....	64	54	84	80	103	84	98	98	50	47	111	105	111	100
Mars .....	95	89	110	103	100	130	115	115	56	51	125	117	160	155
Avril .....	94	129	94	166	85	125	101	148	51	54	111	122	133	185
Mai .....	89	99	88	128	100	106	113	114	51	58	113	112	131	127
Juin .....	92	96	95	108	118	115	108	108	53	58	111	109	119	112
Juillet .....	58	70	70	86	83	108	114	122	53	59	115	117	100	111
Août .....	50	61	65	77	88	115	113	123	55	59	113	118	93	96
Septembre .....	65	82	84	96	95	115	102	115	54	63	108	114	105	120
Octobre .....	88	105	94	109	90	112	108	124	58		116		143	

(\*) Sauf pour les indices des grands magasins (articles de ménage et divers) dont la base est la moyenne mensuelle de 1934.

CONSOMMATION DE TABAC.  
(Fabrication et importation.)

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Ciga- rettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher (tonnes)				
					(millions de pièces)			
Année 1933 .....	203	357	5.525	12.461				
Année 1934 .....	178	412	4.981	12.786				
1932 1 <sup>er</sup> trimestre .....	58	82	1.249	2.969				
2 <sup>e</sup> trimestre .....	49	70	1.649	3.194				
3 <sup>e</sup> trimestre .....	51	81	1.710	3.216				
4 <sup>e</sup> trimestre .....	70	88	1.374	3.323				
1933 1 <sup>er</sup> trimestre .....	68	91	1.425	3.429				
2 <sup>e</sup> trimestre .....	43	73	1.342	2.714				
3 <sup>e</sup> trimestre .....	42	89	1.440	3.161				
4 <sup>e</sup> trimestre .....	50	103	1.318	3.157				
1934 1 <sup>er</sup> trimestre .....	44	94	1.138	3.152				
2 <sup>e</sup> trimestre .....	43	101	1.372	3.185				
3 <sup>e</sup> trimestre .....	42	107	1.320	3.257				
4 <sup>e</sup> trimestre .....	49	109	1.151	3.191				
1935 1 <sup>er</sup> trimestre .....	41	106	1.085	3.025				
2 <sup>e</sup> trimestre .....	52	137	1.376	3.324				
3 <sup>e</sup> trimestre .....	45	132	1.303	3.264				

ABATAGES DANS LES PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS  
(13 abattoirs).

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1933 Moyenne mensuelle .....	14.516	933	12.591	24.380	7.061
1934 Moyenne mensuelle .....	13.852	850	12.360	32.736	6.158
1934 Août .....	15.269	792	13.882	35.271	2.759
Septembre .....	13.331	832	11.127	32.404	4.074
Octobre .....	16.833	915	12.174	39.774	12.776
Novembre .....	13.684	1.024	9.790	32.392	13.786
Décembre .....	13.382	1.007	10.528	32.179	10.516
1935 Janvier .....	16.179	1.027	13.730	36.058	11.891
Février .....	13.577	851	12.632	28.986	6.197
Mars .....	13.533	853	13.366	26.223	3.830
Avril .....	15.278	730	14.464	26.994	3.319
Mai .....	17.606	772	16.515	30.463	3.026
Juin .....	14.074	639	13.539	25.868	2.029
Juillet .....	17.010	680	16.070	32.181	2.490
Août .....	15.912	852	13.973	27.822	3.116
Septembre .....	(1) 15.173	(1) 437	(1) 10.295	(1) 24.448	(1) 4.532
Octobre .....	(1) 18.044	(1) 512	(1) 10.963	(1) 22.865	(1) 12.492

(1) Chiffres pour 12 abattoirs.

PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE EN BELGIQUE (1).  
(Centrales de 100 kw. et plus.)

PÉRIODES	Nombre de centrales recensées (total)	PRODUCTION (milliers de kWh.)				
		Union des exploitations électriques de Belgique	Association des centrales électriques industrielles	Sociétés non affiliées	Régies communales	TOTAL
1933 Moyenne mensuelle .....	250 (2)	142.864	133.942	34.940	13.413	325.159
1934 Moyenne mensuelle .....	248 (2)	143.004	164.524	13.464	14.253	335.245
1934 Juillet .....	251	127.511	168.615	13.372	10.734	320.232
Août .....	251	133.792	161.587	13.098	11.695	320.173
Septembre .....	249	132.420	160.235	12.757	13.307	318.719
Octobre .....	248	151.319	170.630	14.729	16.674	353.351
Novembre .....	248	152.894	172.322	14.722	17.800	357.738
Décembre .....	248	160.627	167.742	13.592	17.306	359.268
1935 Janvier .....	284	164.941	170.276	18.682	18.673	372.572
Février .....	284	149.195	152.002	16.931	15.955	334.083
Mars .....	284	154.192	167.914	17.586	15.530	355.222
Avril .....	283	149.008	168.369	17.742	13.656	348.775
Mai .....	283	145.828	177.021	18.474	13.411	354.735
Juin .....	283	139.046	173.474	18.249	12.304	343.073
Juillet .....	283	151.006	177.658	19.390	12.387	360.440
Août .....	283	153.880	180.153	18.457	13.433	365.923
Septembre .....	282	153.756	173.492	18.540	15.363	362.151

(1) Source : Ministère des Travaux publics.  
(2) A fin d'année.

**STATISTIQUE DU CHOMAGE EN BELGIQUE (1).**

MOIS	ASSURÉS EN ÉTAT DE CHÔMAGE AU DERNIER JOUR OUVRABLE DU MOIS								TOTAL DES JOURNÉES PERDUES			
	Chiffres absolus				Moyenne pour cent assurés				A		B	
	Chômage complet		Chômage intermittent		Chômage complet		Chômage intermittent					
1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934	1933	1934	
Octobre .....	146.988	173.368	144.998	153.422	14,5	18,0	14,4	15,9	960	1.218	16,0	20,2
Novembre .....	156.690	193.212	148.023	150.997	15,8	20,2	14,8	15,7	1.140	1.202	18,8	25,0
Décembre .....	184.279	212.713	163.537	167.562	19,9	22,2	16,6	17,5	1.407	1.484	23,4	25,6
	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935
Janvier .....	206.855	223.300	183.712	158.406	21,5	23,6	18,9	16,7	1.465	1.731	24,5	28,8
Février .....	195.405	220.777	178.556	157.160	20,3	23,4	18,6	16,7	1.515	1.707	25,4	28,4
Mars .....	182.561	206.511	162.780	148.408	18,8	28,1	16,7	15,7	1.400	1.628	23,2	27,1
Avril .....	188.478	181.110	170.352	127.419	19,4	19,3	17,6	13,6	1.364	1.283	23,5	22,2
Mai .....	170.261	159.551	162.511	114.534	17,5	17,1	16,7	12,3	1.279	1.258	21,4	22,2
Juin .....	165.342	146.581	163.216	104.066	17,1	15,8	16,9	11,2	1.271	1.111	21,3	17,8
Juillet .....	167.979	138.376	175.974	109.049	17,4	15,1	18,2	11,9	1.223	1.046	20,8	17,5
Août .....	164.969	136.139	169.255	108.627	17,1	14,9	17,5	11,7	1.325	1.129	23,5	19,6
Septembre .....	173.118	136.726	156.408	109.125	18,0	14,9	16,2	11,9	1.324	1.026	23,0	17,1

(A) Par mille assurés et par semaine.

(B) En pour cent de l'ensemble des journées qu'auraient pu fournir les assurés.

(1) Statistique du Ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la *Revue du Travail*.

**ACTIVITE DE LA CONSTRUCTION.**

PÉRIODES	Nombre d'autorisations de bâtir délivrées dans les agglomérations urbaines du pays (53 agglomérations - 115 communes)		
	Constructions	Reconstructions et transformations	Total
Année 1933.....	10.954	17.304	28.258
Année 1934.....	7.034	16.459	23.493
1934 Juillet .....	653	1.419	2.072
Août .....	512	1.380	1.892
Septembre .....	519	1.389	1.908
Octobre .....	393	1.549	1.942
Novembre .....	348	1.158	1.506
Décembre .....	356	927	1.283
1935 Janvier .....	481	1.035	1.516
Février .....	608	1.108	1.716
Mars .....	950	1.622	2.572
Avril .....	1.630	1.914	3.544
Mai .....	1.667	1.830	3.497
Juin .....	1.567	1.548	3.115
Juillet .....	1.407	1.591	2.998
Août .....	1.200 (1)	1.370 (1)	2.570 (1)
Septembre .....	1.087 (2)	1.393 (2)	2.480 (2)

(1) Chiffres incomplets (114 communes).

(2) Chiffres incomplets (112 communes).

**DECLARATIONS DE FAILLITE  
HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS PREVENTIFS A LA FAILLITE  
ET MISES SOUS GESTION CONTROLÉE PUBLIÉES AU MONITEUR DU COMMERCE BELGE.**

PÉRIODES (13 semaines)	Faillites			Concordats homologués			Gestions contrôlées	
	1933	1934	1935	1933	1934	1935	1934	1935
Première période .....	344	377	241	68	58	55	—	54
Deuxième période .....	317	323	206	113	57	52	—	49
Troisième période .....	251	265	133	78	57	35	—	18
Quatrième période .....	325	253		53	48		19	
Total pour l'année .....	1.237	1.218		312	220		19	

**ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES.**

**I. — Recettes et dépenses d'exploitation (millions de francs).**

PÉRIODES	RECETTES				DÉPENSES	EXCÉDENT	COEFFICIENT D'EXPLOITATION
	Voyageurs	Marchandises	Produits extraordinaires	Ensemble			
1933 Moyenne mensuelle .....	62,6	127,3	4,3	194,2	195,3	— 1,1	100,57
1934 Moyenne mensuelle .....	59,3	121,3	4,0	184,6	188,6	— 4,0	102,16
1934 Août .....	76,5	118,7	3,4	198,6	187,8	10,8	94,62
Septembre .....	71,3	124,9	4,0	200,2	187,4	12,8	93,60
Octobre .....	57,8	132,4	4,3	194,5	193,7	0,8	99,59
Novembre .....	48,1	125,4	3,4	176,9	190,1	— 13,2	107,47
Décembre .....	55,3	108,1	4,7	168,1	188,7	— 20,6	112,24
1935 Janvier .....	51,0	103,9	5,6	160,5	181,7	— 21,2	113,19
Février .....	42,7	93,7	3,2	139,7	175,7	— 36,0	125,79
Mars .....	49,4	109,3	3,7	162,5	179,2	— 16,7	110,32
Avril .....	58,2	113,2	3,8	175,2	175,1	0,1	99,99
Mai .....	57,0	120,8	3,2	181,0	177,3	3,7	97,95
Juin .....	69,8	110,7	3,5	184,0	173,1	10,9	94,04
Juillet .....	78,9	111,7	4,5	195,1	178,4	16,7	91,45
Août .....	94,7	112,9	3,8	211,4	177,7	33,7	84,04
Septembre .....	85,2	115,8	3,7	204,7	175,3	29,4	85,62
Octobre (chiffres provisoires) ...	61,9	135,1	3,9	200,9	186,1	14,8	92,63

**II. — Nombre de wagons fournis à l'industrie (\*).**

PÉRIODES	A) Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations belges, y compris ceux pour le transport de houille, coke et briquettes.			
	B) Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.			
	C) Nombre de wagons chargés en provenance des réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.			
	A	B	C	A + C
1933 Moyenne mensuelle .....	363.197	101.580	90.825	454.022
1934 Moyenne mensuelle .....	352.943	102.457	86.401	439.344
1934 Août .....	350.516	96.590	92.488	443.004
Septembre .....	368.934	115.479	93.493	462.427
Octobre .....	411.866	107.061	97.224	509.090
Novembre .....	389.828	106.481	84.390	474.218
Décembre .....	327.532	101.398	80.368	407.900
1935 Janvier .....	328.319	107.071	76.168	404.487
Février .....	306.866	96.130	73.697	380.563
Mars .....	350.465	101.175	80.546	431.001
Avril .....	361.068	103.472	81.567	442.635
Mai .....	383.876	117.150	88.213	472.089
Juin .....	358.117	111.237	83.418	441.535
Juillet .....	372.309	103.076	80.454	452.763
Août .....	377.744	106.521	94.188	471.932
Septembre .....	385.125	123.784	95.136	481.261
Octobre .....	459.944	142.492	94.446	554.390

**III. — Statistique du trafic.  
1° Trafic général.**

VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
Nombre (milliers)	Voyageurs-km. (millions)	Tonnes transportées (milliers)	Tonnes-km. (millions)			
			Service interne belge	Service international	Transit	Total
15.433	421	4.596	146	147	77	370
13.991	391	4.684	156	141	77	374
14.666	458	4.616	155	140	75	370
13.806	402	4.950	172	149	78	399
14.390	382	5.495	183	142	90	415
13.909	354	5.076	173	134	79	386
13.292	357	4.374	140	136	88	364
14.146	373	4.276	141	136	70	347
12.402	335	4.005	137	121	70	328
13.169	357	4.544	160	132	71	303
14.347	411	4.711	169	143	72	384
14.382	416	5.040	186	156	77	419
14.281	462	4.726	165	151	74	390
15.422	516	4.716	161	152	65	378
15.930	574	5.022	173	166	69	408
15.831	497	5.251	185	161	66	412

(\*) Les chiffres se rapportent aux wagons chemins de fer et particuliers.

III. — Statistique du trafic (suite)  
2° Transport des principales marchandises (grosses marchandises).

A. — Ensemble du trafic.

PÉRIODES	NOMBRE DE TONNES (milliers)										
	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construct., verres et glaces	Produits de carrières, sables, silox et terres	Textiles, tanneries et vêtements	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers	TOTAUX
1933 Moyenne mens.	396	1.934	326	468	408	537	54	156	59	257	4.596
1934 Moyenne mens.	384	1.910	340	497	410	609	49	150	56	270	4.684
1933 Mars .....	319	1.884	365	534	451	594	50	261	63	330	4.851
Juin .....	235	1.740	309	440	436	628	47	109	58	255	4.266
Septembre .....	291	1.962	316	447	441	637	64	185	58	295	4.696
Décembre .....	437	2.425	330	475	311	268	55	159	63	225	4.748
1934 Mars .....	310	2.063	329	523	445	643	47	228	60	323	4.971
Juin .....	231	1.744	354	572	448	711	34	105	55	262	4.516
Septembre .....	268	2.114	372	487	437	699	56	177	52	288	4.950
Décembre .....	332	1.854	389	515	291	459	46	156	60	272	4.374
1935 Mars .....	276	1.840	399	467	369	586	44	205	61	297	4.544
Juin .....	201	1.988	398	533	465	672	37	118	56	258	4.726
Septembre .....	258	2.117	416	492	493	845	131	143	59	297	5.251

B. — Service interne belge (1).

PÉRIODES	NOMBRE DE TONNES (milliers)										
	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construct., verres et glaces	Produits de carrières, sables, silox et terres	Textiles, tanneries et vêtements	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers	TOTAUX
1933 Moyenne mens.	276	1.303	13	118	250	393	10	74	24	212	2.673
1934 Moyenne mens.	277	1.346	9	117	261	465	10	73	24	214	2.796
1934 Juillet .....	158	1.146	10	112	278	564	10	56	25	203	2.562
Août .....	178	1.285	11	113	281	542	25	55	25	212	2.727
Septembre .....	188	1.516	10	110	267	548	10	85	27	225	2.986
Octobre .....	701	1.416	8	121	256	547	8	83	25	230	3.485
Novembre .....	864	1.326	8	111	218	420	7	58	23	211	3.246
Décembre .....	232	1.362	11	101	177	360	7	67	24	208	2.549
1935 Janvier .....	146	1.456	13	107	192	316	10	84	21	202	2.550
Février .....	148	1.329	6	102	184	306	7	76	25	189	2.372
Mars .....	173	1.378	7	110	248	458	6	114	24	241	2.769
Avril .....	160	1.396	6	153	308	512	8	96	25	226	2.890
Mai .....	140	1.534	20	161	327	572	8	73	30	217	3.082
Juin .....	116	1.409	10	143	309	523	7	68	25	207	2.817
Juillet .....	143	1.314	9	151	301	585	9	73	25	217	2.827
Août .....	170	1.372	11	137	305	641	29	76	22	220	2.983
Septembre .....	172	1.507	11	130	325	701	33	71	23	221	3.194

(1) Jusqu'en février 1934, les chiffres publiés se rapportaient au « service intérieur-réseau de la S. N. C. F. B. ». Les présents chiffres se rapportent à la totalité du trafic intérieur de la Belgique.

**MOUVEMENT DES PRINCIPAUX PORTS BELGES.**

PÉRIODES	PORT D'ANVERS (1).											
	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de stères)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de stères)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)
chargés				sur lest								
1933 Moyenne mensuelle .....	820	1.703	838	683	139	742	3.491	1.096	310	3.409	1.049	227
1934 Moyenne mensuelle .....	859	1.711	890	710	150	851	3.764	1.232	371	3.614	1.157	249
1934 Août .....	914	1.782	964	740	164	784	3.969	1.264	337	3.942	1.231	261
Septembre .....	908	1.772	1.030	746	162	1.060	3.996	1.341	404	3.584	1.140	307
Octobre .....	895	1.781	925	765	145	1.018	3.942	1.310	462	3.703	1.181	312
Novembre .....	866	1.634	876	729	137	1.019	3.709	1.236	435	3.557	1.184	229
Décembre .....	887	1.811	937	742	155	871	3.860	1.361	456	3.654	1.250	227
1935 Janvier .....	835	1.686	751	724	118	917	3.666	1.223	439	3.415	1.115	280
Février .....	759	1.528	693	666	100	837	3.207	1.041	344	3.174	1.036	165
Mars .....	866	1.740	760	746	110	768	3.711	1.200	327	3.604	1.117	179
Avril .....	843	1.710	732	732	112	897	3.468	1.127	349	3.302	1.685	223
Mai .....	979	1.865	826	814	129	955	3.889	1.262	420	3.793	1.243	196
Juin .....	935	1.788	879	767	174	1.002	3.667	1.215	423	3.616	1.150	225
Juillet .....	942	1.866	1.125	801	159	1.108	3.939	1.250	453	3.828	1.287	397
Août .....	986	1.971	946	819	159	910	3.974	1.324	347	3.786	1.236	261
Septembre .....	977	1.905	1.073	772	166	1.111	3.926	1.372	407	3.526	1.181	346
Octobre .....	1.026	2.003		886	183		4.157	1.486		3.960	1.412	

PÉRIODES	PORT D'ANVERS (1).				PORT DE GAND (2).							
	NAVIRES DÉSARMÉS (à fin de mois)				NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	Nombre de navires		Tonnage (milliers de tonnes de jauge)		ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)	
	total	dont navires belges	total	dont navires belges	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Entrées	Sorties
1933 Moyenne mensuelle .....	63	39	209	99	149	163	177	148	161	66	143	111
1934 Moyenne mensuelle .....	37	22	137	59	161	171	192	161	172	84	117	110
1934 Août .....	34	20	127	53	176	212	144	157	182	70	124	122
Septembre .....	32	19	126	55	176	177	271	177	188	97	136	103
Octobre .....	31	19	120	56	158	170	251	173	186	80	131	102
Novembre .....	31	21	108	58	150	156	139	155	161	94	88	90
Décembre .....	31	22	104	59	169	174	199	164	168	77	84	114
1935 Janvier .....	27	17	95	46	145	157	150	149	158	93	84	82
Février .....	25	17	71	46	148	152	166	145	154	95	93	136
Mars .....	25	18	73	52	168	165	113	169	162	85	121	105
Avril .....	26	19	76	55	132	127	173	138	139	48	115	117
Mai .....	20	14	57	38	134	146	172	123	134	53	151	137
Juin .....	19	14	56	40	146	170	192	145	170	70	105	132
Juillet .....	20	14	58	41	133	150	191	139	153	54	102	112
Août .....	19	14	58	43	156	178	163	156	182	56	104	124
Septembre .....	22	18	69	57	139	149	198	130	133	70	131	162
Octobre .....	15	11	49	37	144	160		149	167			

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers.  
 (2) " " " " par l'Administration du port de Gand.

**MOUVEMENT DES PRINCIPAUX PORTS BELGES (suite).**

PÉRIODES	PORTS DE BRUGES ET DE ZEEBRUGGE (1)						PORT DU GRAND-BRUXELLES (2)						
	NAVIGATION MARITIME				NAVIGATION FLUVIALE		NAVIGATION MARITIME					NAVIGATION FLUVIALE	
	Nombre de navires entrés	Tonnage des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)		MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)		ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES entrées et sorties (milliers de tonnes métriques)
			Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	March. (Milliers de tonnes métriqu.)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	March. (milliers de tonnes métriqu.)	
1933 Moyen. m..	111	155	51	23	15	2	76	39	35	76	40	35	387
1934 Moyen. m..	97	120	46	18	13	4	74	40	32	73	40	39	427
1934 Août .....	105	131	47	23	12	3	81	41	32	81	45	47	475
Septembre .....	71	83	43	8	15	3	75	44	37	74	42	37	350
Octobre .....	59	66	45	13	16	5	77	38	36	81	44	34	387
Novembre .....	65	73	43	12	8	3	81	41	41	77	37	29	392
Décembre .....	88	106	39	28	15	5	83	40	24	84	41	43	438
1935 Janvier .....	101	104	38	18	14	2	77	47	30	73	43	45	364
Février .....	99	101	40	16	15	3	62	28	17	67	32	31	367
Mars .....	118	125	38	23	17	2	75	39	20	76	38	45	440
Avril .....	96	104	30	18	18	1	63	27	14	57	30	29	427
Mai .....	109	115	22	19	18	3	70	35	21	71	33	19	453
Juin .....	122	143	19	22	16	6	78	34	20	75	30	29	447
Juillet .....	182	240	28	26	18	1	81	35	22	87	39	34	465
Août .....	217	284	50	38	15	1	85	39	17	83	37	46	525
Septembre .....	144	170	45	31	14	2	76	36	18	75	38	45	460
Octobre .....	131	166					60	28	18	64	30	35	496

(1) Chiffres communiqués par la Compagnie des Installations maritimes de Bruges et le *Bulletin du Commerce avec les pays étrangers*.

(2) Chiffres communiqués par la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.

**ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION EN BELGIQUE.**

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION					CAISSE DE LIQUIDATION DE LA BOURSE DE BRUXELLES			
	BRUXELLES ET PROVINCE			BRUXELLES		COMPTANT			TERME
	Nombre de chambres à la fin de la période	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de séances	Nombre de participants à la fin de la période	Montant des liquidations (millions de francs)	Montant des liquidations (millions de francs)
1933 Moyenne mensuelle .....	38 (2)	337	20.971	160	14.895	20	250 (2)	346	62
1934 Moyenne mensuelle .....	38 (2)	329	22.352	157	16.606	20	250 (2)	328	46
1934 Août .....	38	315	20.426	147	14.778	22	250	332	41
Septembre .....	38	301	20.526	141	15.099	20	250	277	47
Octobre .....	38	350	25.429	167	19.046	23	250	350	47
Novembre .....	38	338	24.891	163	18.266	21	250	391	56
Décembre .....	38	338	25.896	162	19.669	18	250	317	34
1935 Janvier .....	38	342	25.058	166	18.693	22	250	380	36
Février .....	38	301	20.389	146	14.727	20	250	362	47
Mars .....	38	325	25.052	160	17.868	20	250	547	65
Avril .....	38	336	32.975	166	25.529	20	250	1.147	130
Mai .....	38	351	38.507	170	29.940	21	250	1.837	112
Juin .....	38	323	24.980	157	18.519	19	250	1.192	97
Juillet .....	38	338	22.082	164	16.073	21	250	664	66
Août .....	38	300	23.252	144	17.574	19	250	488	56
Septembre .....	38	293	19.396	141	13.924	20	250	482	47
Octobre .....	38	335	21.562	160	15.420	23	250	707	57

(1) Dans ce montant, les achats ou les ventes ne sont comptés qu'une seule fois.

(2) Au 31 décembre.

**MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX EN BELGIQUE.**

PÉRIODES	Nombre de comptes à la fin de la période	Avoir global (moyenne journalière)	CRÉDITS		DÉBITS		Mouvement général	Pourcentage des opérations sans emploi de numéraire
			Versements	Virements	Chèques et divers	Virements		
1933 Moyenne mens..	(*) 330.815	2.608	3.398	8.261	3.411	8.271	23.341	86,6
1934 Moyenne mens..	(*) 348.411	2.635	3.349	8.170	3.306	8.176	23.000	87,4
1934 Août .....	339.825	2.603	3.193	8.166	3.245	8.161	22.755	87,8
Septembre .....	341.232	2.564	2.953	7.560	3.017	7.558	21.087	87,5
Octobre .....	343.181	2.587	3.693	8.878	3.587	8.887	25.045	86,9
Novembre .....	345.853	2.627	3.291	8.257	3.331	8.254	23.133	87,6
Décembre .....	348.411	2.699	4.024	8.870	3.501	8.878	25.273	88,2
1935 Janvier .....	350.643	2.712	3.602	9.299	4.038	9.305	26.244	87,8
Février .....	352.881	2.660	2.945	7.700	3.027	7.698	21.370	87,9
Mars .....	354.839	2.572	3.570	8.459	3.491	8.478	23.999	87,9
Avril .....	356.222	2.729	4.085	9.286	3.945	9.283	26.600	87,6
Mai .....	357.498	2.782	4.153	9.876	4.159	9.867	28.054	88,3
Juin .....	358.264	2.816	3.584	8.887	3.603	8.891	24.965	87,8
Juillet .....	359.639	2.799	3.865	9.237	3.850	9.215	26.167	87,0
Août .....	361.012	2.895	3.970	9.390	3.673	9.384	26.417	88,3
Septembre .....	362.460	2.907	3.522	8.881	3.636	8.898	24.936	88,2
Octobre .....	364.249	3.061	4.309	10.381	4.236	10.385	29.310	87,7

(\*) Au 31 décembre.

**CAISSE GENERALE D'EPARGNE (sous la garantie de l'Etat).**

**Dépôts sur livrets (particuliers exclusivement) (1)**

*(milliers de francs).*

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à la fin de la période (2)	Nombre de livrets à fin d'année
Année 1933 .....	2.360.065	2.487.354	— 127.289	9.964.355	5.351.554
Année 1934 .....	2.413.296	2.213.555	199.741	10.452.043	5.456.020
1934 Août .....	178.292	164.887	13.405	10.155.214	
Septembre .....	179.017	147.874	31.143	10.186.357	
Octobre .....	212.365	171.790	40.575	10.226.932	
Novembre .....	175.304	194.138	— 18.834	10.208.097	
Décembre .....	205.006	249.006	— 44.000	10.452.043	
1935 Janvier .....	274.116	233.982	40.134	10.492.177	
Février .....	191.883	214.037	— 22.154	10.470.023	
Mars .....	155.721	386.236	— 230.514	10.239.509	
Avril .....	196.020	413.048	— 217.028	10.022.481	
Mai .....	269.449	245.793	23.656	10.046.137	
Juin .....	245.576 (3)	195.761 (3)	49.815 (3)	10.091.026 (3)	
Juillet .....	260.579 (3)	189.087 (3)	71.492 (3)	10.162.518 (3)	
Août .....	223.063 (3)	194.607 (3)	28.456 (3)	10.190.974 (3)	
Septembre .....	181.727 (3)	187.198 (3)	— 5.471 (3)	10.185.503 (3)	
Octobre .....	213.500 (3)	219.100 (3)	— 5.600 (3)	10.179.903 (3)	

(1) Les chiffres du présent tableau ne donnent que les mouvements de l'épargne pure.

(2) Les soldes des années 1933 et 1934 et celui de décembre 1934 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

(3) Chiffres approximatifs provisoires.



# Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires.

(Milliers de francs.)

ACTIF	30-12-1913	22-11-1934	24-10-1935	30-10-1935	6-11-1935	14-11-1935	21-11-1935
<b>Encaisse :</b>							
Or .....	306.377	12.539.209	17.304.446	17.246.756	17.173.326	17.187.820	17.237.460
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger.....	170.328	—	—	—	—	—	—
Portefeuille-effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'étranger .....	603.712	3.199.801	6.840.200	6.813.005	6.714.083	6.722.854	6.744.834
Avances sur fonds publics .....	57.901	432.562	560.364	562.788	577.535	571.796	555.772
Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge (lois du 27-12- 1930 et du 19-7-1932) .....	—	1.718.246	811.622	811.622	811.622	811.622	811.622
<b>PASSIF</b>							
Billets en circulation .....	1.049.762	17.398.987	20.866.218	21.035.331	20.964.024	20.840.064	20.687.177
Comptes courants particuliers .....	88.333	839.556	4.999.341	4.648.682	4.529.551	4.751.138	4.921.896
Compte courant du Trésor .....	14.541	196.109	106.106	195.913	233.290	165.137	219.750
<b>Total des engagements à vue...</b>	<b>1.152.636</b>	<b>18.434.652</b>	<b>25.971.665</b>	<b>25.879.926</b>	<b>25.726.865</b>	<b>25.756.339</b>	<b>25.828.833</b>
Rapport de l'encaisse aux engagements à vue .....	41,36 %	68,02 %	66,63 %	66,64 %	66,75 %	66,73 %	66,74 %
Taux d'escompte de traites acceptées.	5,— %	2,50 %	2,— %	2,— %	2,— %	2,— %	2,— %
Taux des prêts sur fonds publics....	5,— %	3,— %	3,— %	3,— %	3,— %	3,— %	3,— %

## Rapport des effets impayés aux effets présentés à l'encaissement par la Banque Nationale de Belgique.

PÉRIODES	NOMBRE DES			MONTANT DES		
	Effets présentés	Effets impayés	%	Effets présentés	Effets impayés	%
	(milliers de francs)					
Année 1933 .....	1.181.010	96.208	8,15	8.764.350	164.291	1,87
Année 1934 .....	1.025.555	80.082	7,81	7.393.372	134.819	1,82
1934 Août .....	80.655	5.943	7,37	502.262	8.860	1,76
Septembre .....	78.496	5.626	7,17	668.735	8.489	1,27
Octobre .....	82.441	5.982	7,26	669.610	8.668	1,29
Novembre.....	95.268	6.871	7,21	608.097	11.238	1,85
Décembre .....	104.243	8.023	7,70	924.813	12.708	1,37
1935 Janvier .....	92.085	7.200	7,82	1.000.976	11.937	1,19
Février .....	87.328	6.929	7,93	917.990	10.138	1,10
Mars .....	104.708	7.915	7,56	1.078.689	14.367	1,33
Avril .....	131.198	7.975	6,08	1.257.989	13.894	1,10
Mai .....	111.605	6.267	5,62	1.028.989	10.860	1,06
Juin .....	90.287	4.906	5,43	990.993	7.507	0,76
Juillet .....	72.666	3.862	5,31	533.325	5.266	0,99
Août .....	67.304	4.193	6,23	495.243	6.077	1,23
Septembre .....	63.349	4.262	6,73	330.045	5.933	1,80
Octobre.....	68.751	3.813	5,55	413.561	5.670	1,37

# Banque du Congo Belge

Principaux postes des situations mensuelles (milliers de francs).

ACTIF	31-12-1927	31-5-1934	31-12-1934	31-1-1935	28-2-1935	31-3-1935	30-4-1935	31-5-1935
<b>Encaisse-or :</b>								
Lingots et monnaies d'or .....	24.818	61.794	61.794	61.794	61.794	61.794	85.825	85.825
Devises-or sur l'étranger .....	28.768	—	—	—	—	—	—	—
Encaisses diverses et avoirs en banque .....	78.031	340.045	342.723	334.914	410.900	333.305	404.292	305.076
Effets sur la Colonie, la Belgique et l'étranger .....	263.880	55.194	90.213	92.129	94.295	93.407	90.532	158.161
Comptes courants .....	163.234	55.419	43.291	39.747	40.543	34.696	31.261	56.086
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	124.619	110.454	114.748	120.914	122.432	119.121	115.832	114.808
<b>Créditeurs :</b>								
à vue .....	222.030	373.219	385.402	368.744	440.430	379.238	459.210	426.830
à terme .....	68.465	99.622	80.081	70.250	70.988	68.977	69.398	78.368
Rapport de l'encaisse en valeurs-or à la circulation fiduciaire .....	42,99 %	55,95 %	53,85 %	51,11 %	50,47 %	51,88 %	74,09 %	74,76 %

## TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION.

	depuis le	P. c.		depuis le	P. c.
Allemagne .....	22 septembre 1932	4,—	Hongrie .....	29 août 1935	4,—
Autriche .....	9 juillet 1935	3,50	Indes .....	16 février 1933	3,50
Belgique .....	16 mai 1935	2,—	Italie .....	9 septembre 1935	5,—
Bulgarie .....	15 août 1935	6,—	Japon .....	3 juillet 1933	3,65
Danemark .....	22 août 1935	3,50	Lettonie .....	1 <sup>er</sup> janvier 1933	5,50
Dantzig .....	20 octobre 1935	5,—	Lithuanie .....	1 <sup>er</sup> janvier 1934	6,—
Espagne .....	9 juillet 1935	5,—	Norvège .....	24 mai 1933	3,50
Estonie .....	1 <sup>er</sup> octobre 1935	4,50	Pologne .....	26 octobre 1933	5,—
États-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) .....	2 février 1934	1,50	Portugal .....	13 décembre 1934	5,—
Finlande .....	3 décembre 1934	4,—	Roumanie .....	15 décembre 1934	4,50
France .....	22 novembre 1935	5,—	Suède .....	1 <sup>er</sup> décembre 1933	2,50
Grande-Bretagne .....	30 juin 1932	2,—	Suisse .....	3 mai 1935	2,50
Grèce .....	14 octobre 1933	7,—	Tchécoslovaquie .....	25 janvier 1933	3,50
Hollande .....	14 novembre 1935	3,50	Yougoslavie .....	18 janvier 1935	5,—

# Banque des Règlements Internationaux, à Bâle

## SITUATION

ACTIF

en milliers de francs suisses au pair monétaire.

PASSIF

	Au 30 septembre 1935		Au 31 octobre 1935			Au 30 septembre 1935		Au 31 octobre 1935	
		%		%			%		%
<b>I. Or en lingots .....</b>	25.384	3,8	32.231	4,8	<b>I. Capital :</b>				
<b>II. Encaisse :</b>					Capital autorisé et émis : 200.000 actions de 2.500 fr. suisses-or chacune .....	500.000		500.000	
A la banque et en compte courant dans d'autres banques .....	2.621	0,4	2.924	0,4	Actions libérées de 25 p. c. ....	125.000	18,9	125.000	18,7
<b>III. Fonds à vue placés à intérêts .....</b>	17.049	2,6	19.294	2,9	<b>II. Réserves :</b>				
<b>IV. Portefeuille réescomptable :</b>					1° Fonds de réserve légale .....	3.324		3.324	
1° Effets de commerce et acceptations de banque .....	124.668	18,9	127.486	19,1	2° Fonds de réserve de dividendes .....	5.845		5.845	
2° Bons du Trésor .....	217.448	32,9	211.611	31,7	3° Fonds de réserve générale .....	11.690		11.690	
<b>V. Fonds à terme placés à intérêts :</b>	342.116		339.097			20.859	3,2	20.859	3,1
A trois mois au maximum .....	42.648	6,5	40.283	6,0	<b>III. Engagements à long terme :</b>				
<b>VI. Effets et placements divers :</b>					1° Compte de Trust des annuités .....	154.811	23,4	154.811	23,2
1° A 3 mois d'échéance au maximum :					2° Dépôt du gouvernement allemand .....	77.406	11,7	77.406	11,6
a) Bons du Trésor .....	33.356	5,1	34.996	5,2	3° Dépôt du gouvernement français (Sarre)	2.030	0,3	2.031	0,3
b) Placements divers .....	64.084	9,7	64.712	9,7	4° Fonds de garantie du gouvern. français	61.930	9,4	61.930	9,3
2° De 3 à 6 mois d'échéance :						296.177		296.178	
a) Bons du Trésor .....	30.558	4,6	34.844	5,2	<b>IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :</b>				
b) Placements divers .....	32.334	4,9	31.796	4,8	1° Banques centrales pour leur compte :				
3° A plus de 6 mois d'échéance :					a) A trois mois au maximum .....	104.471	15,8	104.467	15,6
a) Bons du Trésor .....	25.375	3,8	22.214	3,3	b) A vue .....	32.589	4,9	40.393	6,0
b) Placements divers .....	34.494	5,2	34.358	5,2	2° Banques centrales pour le compte d'au- tres déposants :				
<b>VII. Autres actifs :</b>	220.201		222.920		a) A 3 mois au maximum .....	2.964	0,4	2.966	0,4
1° Garantie reçue de Banques centrales sur effets cédés (comme ci-contre) .....	6.185	0,9	6.201	0,9	b) A vue .....	10.393	1,6	10.420	1,6
2° Autres postes .....	4.669	0,7	5.412	0,8	3° Autres déposants :				
<b>TOTAUX...</b>	660.873	100,0	668.362	100,0	a) A 3 mois au maximum .....	2.719	0,4	501	0,1
					b) A vue .....	396	0,1	2.227	0,3
						3.115		2.728	
					<b>V. Dépôts à vue (or) .....</b>	21.699	3,3	20.496	3,1
					<b>VI. Postes divers :</b>				
					1° Garantie donnée sur effets de commerce cédés .....	6.224	0,9	6.244	0,9
					2° Autres postes .....	37.383	5,7	38.611	5,8
						43.607		44.855	
					<b>TOTAUX...</b>	660.873	100,0	668.362	100,0

NOTE. — L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de banques centrales et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux dont la Banque des Règlements internationaux est le mandataire-trustée ou l'agent fiscal ne sont pas inclus dans ces situations.

# Banque de France

Situations hebdomadaires (milliers de francs).

DATES	Encaisse or (Monnaies et lingots)	Disponi- bilités à vue à l'étranger	Portefeuille commercial et effets publics			Avances sur titres	Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs	Rapport de l'encaisse-or à l'ensemble des engagements à vue %
			Effets de commerce escomptés		Effets négociables achetés				
			Sur la France	Sur l'étranger					
1933 Moyenne annuelle.	80.928.658	1.859.985	3.045.382	241.576	1.356.542	2.726.657	83.018.230	20.176.625	78,42
1934 Moyenne annuelle.	78.981.632	12.789	4.110.845	226.413	932.796	3.089.238	81.052.542	18.523.919	79,28
1934 Septembre ..... 7	82.098.928	10.278	3.235.693	219.299	896.764	3.126.946	81.016.753	20.974.883	80,50
Octobre ..... 5	82.346.943	10.837	3.392.820	219.887	706.728	3.192.499	81.309.592	20.788.141	80,66
Novembre ..... 9	82.164.737	8.150	3.552.507	219.473	787.552	3.215.719	80.641.125	21.481.439	80,46
Décembre ..... 7	82.314.313	10.326	3.119.826	220.863	866.909	3.219.810	81.289.897	20.551.099	80,83
1935 Janvier ..... 4	82.017.704	10.318	3.096.787	223.163	1.005.759	3.297.340	83.587.899	18.021.440	80,72
Février ..... 8	81.893.244	8.667	3.397.625	221.154	1.128.247	3.140.069	82.561.440	19.164.928	80,49
Mars ..... 8	82.619.782	9.756	3.604.117	219.363	894.594	3.147.291	83.008.447	19.343.438	80,72
Avril ..... 5	81.985.654	8.672	3.675.193	220.659	1.027.538	3.169.247	83.307.935	18.749.257	80,33
Mai ..... 10	80.283.158	9.732	3.531.987	221.015	1.031.482	3.112.162	82.651.517	17.575.196	80,10
Juin ..... 7	70.725.183	72.893	7.885.179	222.788	1.194.762	3.339.933	82.124.920	14.048.247	73,54
Juillet ..... 5	71.272.419	7.875	6.779.903	224.039	1.226.715	3.356.561	82.198.666	13.343.274	74,60
Août ..... 9	71.582.692	7.733	6.414.534	221.374	1.195.477	3.199.362	81.489.507	13.672.282	75,22
Septembre ..... 6	72.056.934	7.800	6.666.899	220.961	1.211.290	3.199.741	81.993.635	13.607.019	75,37
Octobre ..... 4	72.093.149	22.762	7.474.501	216.630	1.195.304	3.198.013	83.337.486	13.060.610	74,79
Novembre ..... 8	71.322.732	8.176	7.610.200	212.815	1.239.298	3.248.373	82.545.430	13.318.938	74,40

Taux d'escompte } actuel : 5 %, depuis le 22 novembre 1935.  
 } précédents : 4 %, depuis le 15 novembre 1935  
 } et 3 %, depuis le 9 août 1935.

# Nederlandsche Bank

Situations hebdomadaires (milliers de florins).

DATES	Encaisse métallique	Portefeuille-effets		Avances sur nantisse- ments	Compte du Trésor (débiteur)	Billets en circulation	Comptes courants créditeurs (particuliers et Trésor)	Assignations de banque	Rapport de l'encaisse métallique aux engagements à vue %
		sur la Hollande	sur l'étranger						
1933 Moyenne annuelle.	917.900	37.817	40.814	107.341	1.369	936.068	186.027	114	81,79
1934 Moyenne annuelle.	869.170	27.541	1.178	148.596	765	901.352	163.017	181	81,65
1934 Septembre ..... 10	885.611	26.541	1.154	145.324	—	898.532	184.417	229	81,76
Octobre ..... 8	893.550	25.437	866	145.884	—	901.740	188.917	134	81,92
Novembre ..... 5	903.239	26.540	866	147.690	—	909.955	193.302	104	81,86
Décembre ..... 10	859.981	26.491	866	143.085	2.920	882.965	173.443	69	81,40
1935 Janvier ..... 7	863.009	26.555	866	142.710	—	890.790	165.899	138	81,66
Février ..... 4	837.383	26.408	866	145.222	—	875.860	156.796	43	81,09
Mars ..... 4	832.006	25.487	866	129.661	—	879.485	129.959	27	82,42
Avril ..... 8	694.096	36.187	376	194.933	—	871.566	75.680	106	73,27
Mai ..... 6	665.768	43.836	806	199.699	—	868.135	64.087	99	71,41
Juin ..... 3	642.130	38.651	786	197.651	—	858.925	44.541	62	71,07
Juillet ..... 8	702.794	26.151	786	141.463	—	830.187	62.321	110	78,74
Août ..... 5	605.222	43.785	356	186.189	—	818.798	37.386	13	70,69
Septembre ..... 9	621.538	47.120	356	143.605	—	803.647	36.219	31	74,01
Octobre ..... 7	676.084	56.392	1.074	170.570	—	805.778	34.029	61	68,60
Novembre ..... 4	626.598	47.762	1.074	151.488	—	815.909	36.123	157	73,53

Taux d'escompte } actuel : 3,50 %, depuis le 14 novembre 1935.  
 } précédent : 4 %, depuis le 5 novembre 1935  
 } et 4,50 % depuis le 2 octobre 1935.

# Banque d'Angleterre

Situations hebdomadaires (milliers de £).

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation	Dépôts	Rapport de l'encaisse du Banking Department au solde de ses dépôts (prop. of reserv. to liabilities) %
	Or (Issue Department)	Monnaies d'or et d'argent (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Ensemble			
1933 Moyenne annuelle.	176.617	1.079	79.589	11.816	14.121	105.526	371.218	157.374	44,5
1934 Moyenne annuelle.	191.488	744	81.125	7.847	11.132	100.104	378.689	155.650	47,1
1934 Septembre . . . . . 5	191.762	566	85.029	6.935	10.764	102.728	381.284	155.517	45,6
Octobre . . . . . 10	191.939	650	83.384	14.032	10.289	107.705	379.551	163.106	44,7
Novembre . . . . . 7	192.050	598	79.804	9.642	10.655	100.101	379.787	155.221	46,9
Décembre . . . . . 5	192.183	526	84.806	9.566	10.101	104.473	385.447	153.848	43,7
1935 Janvier . . . . . 9	192.302	495	88.096	9.041	10.765	107.892	385.606	157.000	42,7
Février . . . . . 6	192.434	588	82.911	9.277	9.907	102.095	376.988	159.952	47,5
Mars . . . . . 6	192.521	571	85.746	5.426	10.757	101.329	380.066	156.100	46,7
Avril . . . . . 10	192.556	534	88.476	6.346	10.231	105.053	388.308	152.169	42,5
Mai . . . . . 8	192.639	607	92.476	5.799	10.295	108.570	394.249	149.820	39,3
Juin . . . . . 5	192.664	791	89.976	5.380	11.226	106.582	395.891	146.313	39,3
Juillet . . . . . 10	192.717	555	85.801	10.373	12.582	118.756	400.652	153.320	34,3
Août . . . . . 7	192.774	570	87.201	14.078	13.115	114.394	411.836	137.748	30,1
Septembre . . . . . 4	193.355	760	83.415	14.080	12.841	110.336	401.622	144.569	36,3
Octobre . . . . . 9	193.673	791	85.495	17.619	11.848	114.962	402.116	149.665	34,9
Novembre . . . . . 6	195.483	925	87.215	10.986	12.493	110.694	402.158	147.209	36,8

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 30 juin 1932.  
précédent : 2 ½ %, depuis le 12 mai 1932.

# Reichsbank (Allemagne)

Situations hebdomadaires (milliers de Rm.).

DATES	Encaisse or	Devises admises dans la couverture des billets	Monnaies divi-sionnaires	Valeurs servant de couverture addition-nelle	Portefeuille effets	Avances sur nan-tissements	Bons du Trésor escomptés	Billets en circulation	Divers engagem. à vue	Rapport de l'or et des devises à l'ensemble des engagem. à vue %
1933 Moyenne annuelle . . . . .	457.067	72.633	243.394	—	2.884.759	98.794	20.281	3.372.710	396.128	14,20
1934 Moyenne annuelle . . . . .	158.683	6.060	244.901	372.255	3.213.798	91.670	15.334	3.561.490	644.410	3,92
1934 Septembre . . . . . 7	74.937	3.777	219.540	415.980	3.434.732	96.110	9.670	3.708.940	667.526	1,80
Octobre . . . . . 6	78.562	3.907	204.653	433.393	3.678.812	77.979	1.140	3.772.631	798.026	1,80
Novembre . . . . . 7	77.829	4.231	243.163	434.434	3.604.981	76.653	2.390	3.651.142	927.495	1,79
Décembre . . . . . 7	78.648	4.177	180.643	437.709	3.703.392	91.519	4.030	3.716.833	856.840	1,81
1935 Janvier . . . . . 7	79.122	4.653	237.951	447.514	3.638.752	70.591	16.310	3.684.522	934.358	1,81
Février . . . . . 7	79.844	4.646	237.906	438.193	3.526.665	63.906	2.540	3.525.470	774.255	1,96
Mars . . . . . 7	80.173	4.528	138.476	434.919	3.665.798	63.244	10.550	3.489.279	897.367	1,93
Avril . . . . . 6	80.854	4.307	107.930	410.582	3.599.023	48.558	6.630	3.528.874	843.371	1,95
Mai . . . . . 7	82.200	4.048	160.103	357.512	3.689.922	75.608	3.190	3.566.619	912.750	1,93
Juin . . . . . 7	83.104	4.021	127.445	337.267	3.697.626	47.112	10.590	3.732.281	735.113	1,95
Juillet . . . . . 6	85.824	4.006	143.110	335.668	3.669.107	45.113	220	3.740.490	717.765	2,01
Août . . . . . 6	104.636	5.296	183.434	337.737	3.640.410	38.469	5.760	3.740.266	730.790	2,46
Septembre . . . . . 7	94.799	5.344	148.842	340.790	3.746.090	38.429	48.490	3.881.445	695.558	2,18
Octobre . . . . . 7	94.308	4.499	134.048	347.184	3.964.509	40.833	6.820	4.004.691	690.172	2,10
Novembre . . . . . 7	87.798	5.444	175.351	345.287	3.911.443	42.330	770	3.979.669	692.116	2,—

Taux d'escompte { actuel : 4 %, depuis le 22 septembre 1932.  
précédent : 5 %, depuis le 28 avril 1932.

# Banque Nationale Suisse

Situations hebdomadaires (milliers de fr. s.).

DATES	Encaisse or	Disponi- bilités « or » à l'étranger	Portefeuille effets sur la Suisse	Avances sur nan- tissements	Correspon- dants	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue, en %
1933 Moyenne annuelle.....	2.120.918	19.094	20.133	54.178	12.150	1.444.461	796.506	95,50
1934 Moyenne annuelle.....	1.787.692	12.984	38.702	75.892	9.569	1.352.984	568.438	93,71
1934 Septembre.....7	1.754.274	17.595	40.183	76.955	5.875	1.346.953	547.200	93,54
Octobre.....6	1.821.565	20.635	49.023	74.441	5.912	1.372.623	592.660	93,74
Novembre.....7	1.907.580	19.055	18.319	75.708	7.485	1.351.842	602.942	95,62
Décembre.....7	1.909.828	17.666	21.606	80.453	6.327	1.347.555	609.973	95,54
1935 Janvier.....7	1.909.795	5.121	24.088	73.840	7.785	1.362.009	638.504	95,72
Février.....7	1.822.862	3.659	24.511	67.010	5.705	1.299.122	604.923	95,93
Mars.....7	1.782.387	14.079	23.208	65.712	5.628	1.305.940	504.752	96,03
Avril.....6	1.594.553	5.584	32.536	73.381	6.440	1.325.571	388.044	93,38
Mai.....7	1.342.838	3.299	119.070	76.356	31.921	1.287.216	292.389	85,22
Juin.....7	1.162.486	10.619	171.037	114.732	30.392	1.269.396	247.137	77,35
Juillet.....6	1.220.854	11.193	149.736	114.015	51.341	1.273.002	323.438	77,14
Août.....7	1.300.923	11.511	105.418	93.511	19.190	1.251.267	313.973	83,85
Septembre.....7	1.372.248	9.303	102.813	88.375	16.654	1.261.666	355.410	85,43
Octobre.....7	1.375.509	21.886	92.151	102.417	7.189	1.296.126	334.218	85,71
Novembre.....7	1.387.369	22.038	77.333	103.741	8.186	1.294.762	339.335	86,25

Taux d'escompte { actuel : 2 ½ %, depuis le 3 mai 1935.  
précédent : 2 %, depuis le 22 janvier 1931.

# Banque de Pologne

Situations hebdomadaires (milliers de zloty).

DATES	Encaisse or	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères ne servant pas de couverture	Portefeuille effets	Avances sur titres	Billets en circulation	Exigibilités à vue (y compris le compte courant du Trésor)	Rapport de l'encaisse-or à l'ensemble des engagements à vue, en %
1933 Moyenne annuelle.....	483.914	(1) 86.741	616.972	96.212	993.485	180.663	41,25
1934 Moyenne annuelle.....	488.842	51.672	618.677	58.970	932.512	235.049	41,87
1934 Septembre.....10	493.733	48.299	639.642	62.338	948.447	247.451	41,29
Octobre.....10	495.947	37.578	647.579	61.623	975.691	212.691	41,73
Novembre.....10	498.062	35.860	638.742	47.448	968.401	212.535	42,18
Décembre.....10	499.723	26.993	619.101	48.794	956.894	212.914	42,72
1935 Janvier.....10	503.625	22.091	612.888	46.507	938.268	236.843	42,86
Février.....10	505.101	17.451	613.223	48.330	933.022	210.662	44,16
Mars.....10	506.107	14.606	620.549	48.023	934.635	205.893	44,37
Avril.....10	507.695	14.842	617.102	55.046	942.862	210.592	44,02
Mai.....10	509.056	17.673	611.814	47.285	931.205	244.879	43,28
Juin.....10	509.379	16.534	634.971	54.693	946.687	209.848	44,04
Juillet.....10	510.698	17.067	644.120	48.300	931.723	212.753	44,62
Août.....10	511.166	11.844	629.753	60.339	929.933	209.157	44,87
Septembre.....10	511.600	8.418	649.159	53.320	956.094	194.736	44,45
Octobre.....10	466.591	26.016	683.750	66.081	989.480	154.134	40,80
Novembre.....10	446.506	21.549	714.665	67.692	1.000.392	162.703	38,39

Taux d'escompte { actuel : 5 %, depuis le 26 octobre 1933.  
précédent : 6 %, depuis le 21 octobre 1932.

(1) Depuis le 31 mars 1933, la couverture de la circulation est constituée uniquement par de l'or. Avant cette date, des devises étrangères étaient également comprises dans la couverture.

# Federal Reserve Banks

Situations hebdomadaires (milliers de £).

DATES	RÉSERVES		Effets escomptés	Effets achetés sur le marché libre	Fonds publics nationaux	Billets en circulation (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor et divers) (2)	Rapport total des réserves aux engagements à vue %
	Créances en certificats-or sur le Trésor (1)	Autres réserves						
1933 Moyenne annuelle .....	3.434.005	226.314	279.179	81.646	2.051.831	3.139.467	2.553.493	64,3
1934 Moyenne annuelle .....	4.612.608	226.183	35.982	24.832	2.431.129	3.081.570	3.948.223	68,8
1934 Août .....	4.953.905	219.961	20.550	5.200	2.431.760	3.095.333	4.292.923	70,0
Septembre .....	4.983.967	209.113	23.637	5.219	2.431.809	3.149.659	4.273.047	70,0
Octobre .....	4.980.342	211.449	15.257	5.810	2.431.165	3.175.674	4.233.428	70,1
Novembre .....	5.019.373	212.643	10.669	6.073	2.430.192	3.189.172	4.236.732	70,5
Décembre .....	5.131.424	218.767	10.466	5.682	2.430.204	3.213.805	4.347.662	70,8
1935 Janvier .....	5.181.136	287.644	6.994	5.611	2.430.254	3.136.987	4.556.522	71,1
Février .....	5.461.660	270.330	6.428	5.503	2.430.221	3.101.685	4.844.189	72,1
Mars .....	5.572.037	247.266	6.108	5.506	2.430.486	3.159.989	4.880.023	72,4
Avril .....	5.611.346	236.131	6.391	5.304	2.430.819	3.174.531	4.897.068	72,4
Mai .....	5.785.880	237.661	5.960	4.698	2.430.245	3.160.066	5.085.913	73,0
Juin .....	5.931.547	222.982	8.083	4.700	2.430.206	3.182.049	5.206.147	73,4
Juillet .....	6.249.102	216.175	8.371	4.687	2.430.759	3.299.860	5.393.593	74,4
Août .....	6.310.203	238.926	6.300	4.685	2.430.332	3.303.113	5.480.928	74,6
Septembre .....	6.501.681	206.401	10.708	4.685	2.430.213	3.413.933	5.524.355	75,0
Octobre .....	6.744.906	207.251	9.587	4.688	2.430.209	3.498.789	5.703.019	75,6
Novembre (*) .....	7.063.160				2.430.200	3.563.250	6.009.410	

Taux d'escompte de la Federal Reserve Bank of New York } actuel : 1,50 %, depuis le 2 février 1934.  
précédent : 2 %, depuis le 20 octobre 1933.

(1) Depuis le 31 janvier 1934, cette réserve ne comprend plus que des certificats-or, l'or ayant été remis au Secrétaire du Trésor américain.

(2) Depuis le 8 mars 1933, ce poste comprend les « Special deposits » (member banks et nonmember banks).

(\*) Chiffres provisoires.

# Banque d'Italie

Situations hebdomadaires (milliers de Lit.).

DATES	Encaisse-or	Devises et avoirs à l'étranger admis dans la couverture des billets	Effets sur l'Italie	Avances sur nantissém.	Comptes courants débiteurs	Billets en circulation	Assignations sur la Banque	Comptes courants productifs et compte courant du Trésor	Rapports de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1933 Moyenne annuelle .	6.669.741	557.058	4.628.868	569.646	58.817	13.078.286	329.630	1.390.399	48,84
1934 Moyenne annuelle .	6.515.543	67.255	3.642.049	1.329.933	90.532	12.948.327	321.199	1.131.210	45,71
1934 Août .....	6.338.032	36.513	3.217.615	1.058.619	47.529	13.274.624	306.213	1.010.606	43,69
Septembre .....	6.327.933	30.968	3.258.683	1.270.078	70.626	13.129.134	283.538	994.375	44,14
Octobre .....	6.168.275	27.775	3.262.618	1.402.109	79.593	13.411.131	312.673	882.539	42,42
Novembre .....	6.017.362	26.987	3.321.346	1.630.911	109.120	13.124.367	231.873	840.209	42,58
Décembre .....	5.769.491	27.053	3.329.116	1.782.800	97.800	13.015.992	313.231	755.601	41,15
1935 Janvier .....	5.818.223	93.183	3.956.992	1.582.756	99.697	12.912.787	328.279	863.290	41,91
Février .....	5.822.484	49.315	3.757.823	1.099.538	68.795	12.913.451	278.739	930.170	42,48
Mars .....	5.824.286	50.800	3.567.378	1.219.925	52.730	12.588.028	259.179	929.563	42,64
Avril .....	5.826.381	52.379	3.465.244	1.278.949	38.068	12.891.811	316.452	769.859	42,06
Mai .....	5.828.166	53.710	3.406.891	1.343.702	95.810	12.787.046	307.360	701.198	42,64
Juin .....	5.829.341	54.852	3.390.334	1.510.571	46.317	12.918.407	327.074	802.954	41,89
Juillet .....	5.523.658	361.060	3.428.083	1.552.578	112.788	13.210.174	395.372	763.551	40,95
Août .....	5.057.032	362.181	3.622.330	1.899.969	123.729	13.942.462	377.125	639.040	36,23
Septembre .....	4.562.924	432.018	4.048.675	2.303.392	147.543	14.235.566	379.571	762.096	32,48
Octobre .....	4.025.363	412.641	4.552.859	3.242.704	130.803	15.427.072	526.118	792.396	26,50

Taux d'escompte } actuel : 5 % depuis le 9 septembre 1935.  
précédent : 4,5 % depuis le 12 août 1935.

---

Anc. Etabl. d'Impr. Th. DEWARICHET  
J., M., G. et L. Dewarichet <sup>F<sup>ms</sup></sup> et <sup>S<sup>ms</sup></sup>  
Société en nom collectif  
18, rue du Bois-Sauvage - - Bruxelles

---